



Evolution des structures et évolution du risque

Les exploitations grandissent, mais davantage par affermage que par acquisition. Les infrastructures nécessaires sont de plus en plus grandes et les investissements augmentent en valeur absolue, mais plus rapidement par ha de propriété. Cette évolution est un risque économique et financier pour l'exploitation et la famille paysanne, mais peut être aussi un risque pour la santé physique ou psychique des personnes concernées. Pour les créanciers, la concentration des investissements se traduit aussi par une augmentation du risque.

De tout temps, la structure des exploitations agricoles a évolué. L'évolution ne suit pas le même rythme selon les différentes régions de la Suisse. Une exploitation de montagne sera certainement plus rapidement limitée dans son évolution car tous les travaux ne sont pas mécanisables, notamment à cause du relief. A l'inverse, la taille de certaines exploitations de plaine atteint des dimensions difficilement imaginables il y a une vingtaine d'année (troupeau de plusieurs centaines de vaches ou surface agricole utile de plusieurs centaines d'hectares).

Qu'est-ce que le risque ?

Par définition, c'est une « éventualité d'un événement qui peut causer un dommage ». Il y a deux dimensions à la notion du risque. La probabilité que l'événement se produise (1 fois par semaine, par mois, par an ou par 100 ans ?) et le niveau des conséquences du dommage (perte 1'000.- ou 100'000.- ?).

Pour apprécier le risque, il faut donc lier les deux dimensions : probabilité et dommages possibles. Il y a certainement des limites absolues à placer : vais-je emprunter un vieux pont branlant en sachant que la probabilité qu'il ne s'écroule est d'un sur un million ?

Toute décision est liée à un risque, même mineur. En choisissant de mettre cette paire de chaussure ce matin, j'ai pris une décision. Je n'avais pas l'impression de prendre une décision de tout premier ordre sur un plan stratégique. Mais peut-être vais-je glisser sur une tache d'huile et me

blessier à cause de la qualité de la semelle ?

Prendre des décisions implique l'acceptation d'un risque. Un risque que les choses ne se déroulent pas comme espéré. S'agissant d'une entreprise, le risque est souvent une perte financière.

Lien entre évolution des structures et évolution du risque pour l'exploitant et sa famille

L'évolution des structures passe souvent par des investissements. C'est un constat de base dans la définition de la politique agricole en matière d'améliorations structurales depuis Politique agricole 2002. Il en résulte un risque financier. L'investissement réalisé a pour but d'augmenter ou de rationaliser la production. Il a cependant comme corollaire de lier l'exploitant à cette production. Il peut donc y avoir perte de souplesse ou de réactivité, notamment face à des fluctuations du marché. C'est également un facteur de risque. Suivant le montant des investissements réalisés, la dimension « conséquence des dommages » du risque prend de l'importance.

Si le développement constaté sur une exploitation peut être imputé au dynamisme de l'exploitant en place (son courage, sa motivation, sa confiance en l'avenir, sa disponibilité à la prise de risque, etc.), force est de constater que chacun n'a pas les mêmes capacités ou compétences à faire fonctionner une plus grande entreprise. Ce qui est gérable pour l'exploitant en place ne le sera pas forcément pour son successeur.



Les agriculteurs sont confrontés à des risques très divers. Les dégâts causés par des phénomènes météorologiques extrêmes sont plus fréquents à cause du changement climatique. Mais les investissements fonciers et immobiliers comportent aussi des risques. Un mauvais investissement peut en effet avoir des conséquences bien plus importantes.

Alors qu'il est aisé de reprendre une exploitation moyenne, la chose peut être plus difficile pour une exploitation de plus grande taille. Il y a donc un risque pour le successeur (mais évidemment aussi des chances et des opportunités).

Dans son fonctionnement ordinaire, l'entreprise de plus grande taille est potentiellement plus impactée par des éléments ponctuels dus aux variations du marché ou du climat (par exemple une sécheresse provoquant un manque de fourrage).

L'évolution structurelle peut avoir des conséquences sur le psychique : Augmentation des responsabilités, poids des charges financières suite aux investissements, accès à des marchés et/ou à du personnel qualifié. Ce risque existe et croît assez rapidement.

Lien entre évolution des structures et évolution du risque pour les créanciers

Les créanciers principaux des exploitations agricoles sont privés (banques) ou publics (canton, via les services cantonaux en charge des améliorations structurelles ci-après pour simplifier « caisse de crédits agricoles »). Il y a pour eux un risque de perte financière sur les montants prêtés.

Tous les créanciers font une analyse des dossiers sur deux niveaux.

Le premier sous l'angle de la situation où tout se passe bien ou comme espéré. L'exploitation fonctionne, les charges financières (intérêts et remboursements) sont supportées grâce aux liquidités produites annuellement. Le business plan et le budget d'exploitation sont les pièces principales de l'analyse.

Le second sous l'angle de la situation où tout ne se passe pas bien. La situation se dégrade, les échéances ne sont plus respectées et les biens sous mis en liquidation pour couvrir les créances ouvertes. Le créancier aura fait une analyse du risque en faisant une comparaison entre la valeur vénale des biens et le montant des créances à couvrir, en tenant compte des rangs hypothécaires occupés par les garanties. Pour les caisses de crédits agricoles, une perte sur un prêt est un risque pour le soutien cantonal ou fédéral sur l'entier du système. Ne pas subir de pertes est la meilleure garantie du maintien des crédits agricoles.

L'évolution structurelle est plus rapide que l'évolution de la propriété. L'agrandissement des exploitations se fait davantage



sur l'affermage que par l'acquisition de surfaces supplémentaires. Le taux de propriété des exploitations diminue dès lors mathématiquement. Parallèlement, le montant des investissements croît. Il y a une augmentation rapide des investissements et des engagements hypothécaires par ha de propriété et par conséquent du risque pour le créancier-gagiste. Dans l'analyse, la valeur de rendement et la charge maximale sont des éléments importants. La grande part du montant de la valeur de rendement est généralement due aux bâtiments, alors que la valeur vénale d'une exploitation augmente surtout en relation avec les surfaces en propriété. Un écart se creuse au fil du temps entre ces valeurs et indicateurs. Le nombre de projet pour lesquels la couverture des crédits est jugée insuffisante augmente et va continuer d'augmenter.

Comment se prémunir ?

Culturellement, une évolution doit avoir lieu. Si des risques sont pris, c'est que l'incident peut se produire. Ce risque doit être accepté.

Pour l'exploitant, il doit intégrer la notion du risque dans ses réflexions, calculer (autant



Tout entrepreneur, homme ou femme, doit évaluer les risques que présente un investissement. Le projet doit être adapté à sa situation, mais aussi à celle de ceux qui lui succéderont.

les coûts de ses investissements que de sa capacité financière) avec soins et avec des réserves. Il doit s'assurer que son projet lui correspond, voire qu'il corresponde à ses successeurs.

Pour les créanciers, les dossiers doivent être traités avec rigueur. Un système complet de management du risque doit être mis en place, les processus doivent être solides et fiables. Pour limiter à tout prix toute perte des caisses de crédits agricoles, augmenter les possibilités de cautionnement de crédits est certainement une piste à explorer. ♦



Zusammenfassung

Die Betriebe wachsen – allerdings mehr durch Pacht als durch Landkauf. Die erforderlichen Infrastrukturen werden immer grösser und die Investitionen nehmen absolut gesehen zu, und das am stärksten pro ha Eigenland. Diese Entwicklung stellt ein wirtschaftliches und finanzielles Risiko für den Betrieb und die Bauernfamilie dar, kann aber auch ein Risiko für die physische oder psychische Gesundheit der betroffenen Personen sein. Für die Gläubiger bedeutet die Konzentration der Investitionen ebenfalls ein höheres Risiko.

Riassunto

Le aziende stanno crescendo, tuttavia più attraverso la locazione che attraverso l'acquisto. Le infrastrutture necessarie diventano sempre più grandi e gli investimenti aumentano in termini assoluti, ma più rapidamente per ettaro di proprietà. Questo sviluppo è un rischio economico e finanziario per l'azienda e la famiglia contadina, ma può esserlo anche per la salute fisica o psicologica delle persone coinvolte. Anche per i creditori, la concentrazione degli investimenti comporta un aumento del rischio.

Texte: Joël Bader, Grangeneuve, Section Agriculture, Secteur amélioration des structures
joel.bader@fr.ch

Images: divers



Wiederherstellung von Kulturlandflächen nach Unwetterereignissen

Der Wiederherstellung von Kulturlandflächen nach Unwetterereignissen kommt eine hohe Bedeutung zu. Zur knappen nicht erneuerbaren Ressource Boden muss Sorge getragen werden. Je nach Ausmass der Unwetter können lokale, regionale oder nationale Ereignisse unterschieden werden. Beim Unwetter vom August 2005 entstand mit rund 3 Mrd. Franken der grösste finanzielle Gesamtschaden der letzten Jahrzehnte. Zur Wiederherstellung unter anderem der Kulturlandflächen und anderer landwirtschaftlicher Infrastrukturen können Bund und Kanton bis zu 90 % der beitragsberechtigten Kosten mitfinanzieren.

Kurzfristig dringen Unwetterereignisse ins Bewusstsein von Politik und Öffentlichkeit, geraten dann aber meistens schnell in Vergessenheit. Das Interesse an wirksamen Schutzmassnahmen vor Unwetterereignissen langfristig aufrecht zu erhalten ist manchmal schwierig. Die Notwendigkeit, wertvolles Kulturland für die Produktion zu erhalten oder sogar zu schützen, ist aber erkannt. Die Dringlichkeit zum Umgang mit Risiken aus Naturgefahren spiegelt sich auch in der vor wenigen Jahren aktualisierten Strategie 2018 der Nationalen Plattform Naturgefahren PLANAT wider.

Das nationale Unwetter August 2005

Im August 2005 ergoss sich während Tagen sintflutartiger Regen auf weite Gebiete der Alpennordseite, stellenweise so viel wie noch nie, seit bei uns Niederschläge gemessen werden. Binnen Stunden stieg der Spiegel einiger Seen auf einen Höchststand an, Bäche und Flüsse wurden zu reissenden Strömen, Hänge kamen ins Rutschen. Schweizweit sind Kosten von 72 Mio. Franken im Bereich der landwirtschaftlichen Strukturverbesserungen angefallen. Der Kanton Bern verzeichnete im Bereich der Landwirtschaft mit rund 30 Mio. Franken die höchste Schadenssumme. Die am stärksten betroffene Berner Gemeinde war Diemtigen. Die Chirel beschädigte in ihrem Oberlauf die dortigen Güterwege im an-



Geschiebeablagerungen und Überflutungen an der Engelberger Aa bei Grafenort NW, 2005. (Bild: Schweizer Luftwaffe)

grenzenden Bereich des Flusslaufes vollständig. Im Unterlauf bzw. im Siedlungsgebiet beschädigte sie knapp 200 Gebäude und riss ganze Teile der Kantonsstrasse weg. Ausserdem wurden der Bahnhof Oey und die Gleise der BLS völlig zerstört.



Überflutungsflächen in der Gemeinde Bumbach
(Bild: Anton Rösti, Lanat Kt. BE)

Mit zerstörten Güterwegen, Brücken, Wasserversorgungsanlagen, weggerutschtem oder übersaartem Kulturland hatte die Landwirtschaft in vielen Landesteilen nach den Unwettern 2005 zu kämpfen. Mit viel Einsatz und grosser Unterstützung sind die meisten Schäden bis heute behoben. Eine Evaluation aus dem Jahre 2008 hat gezeigt, dass die Behebung der Unwetterschäden im Allgemeinen gut funktioniert hat. Es konnten auch wichtige Lehren für die Vorsorge und Prävention bei künftigen Unwettern gezogen werden.

Ein lokales Ereignis im Jahre 2014

Am 24. Juli 2014 ergoss sich ein sehr heftiges, stationäres Gewitter am Oberlauf der Emme und brachte intensive Regenfälle während fünf Stunden. Dies führte in der Folge zu einem Hochwasser, wie es nur alle 100 Jahre einmal vorkommt. Die Landwirtschaft in Schangnau wurde besonders hart getroffen. Die Schäden an Güterwegen und Brücken waren beträchtlich und betrafen vorwiegend die Landwirtschaft. An dem mit Geröll und Schlamm überfluteten Kulturland sowie an den Gebäuden und Weganlagen entstanden teilweise sehr grosse Schäden. Das lokale Ereignis hat zu grosser Betroffenheit und medialer Aufmerksamkeit geführt.

Regionales Unwetter 2018 im Wallis

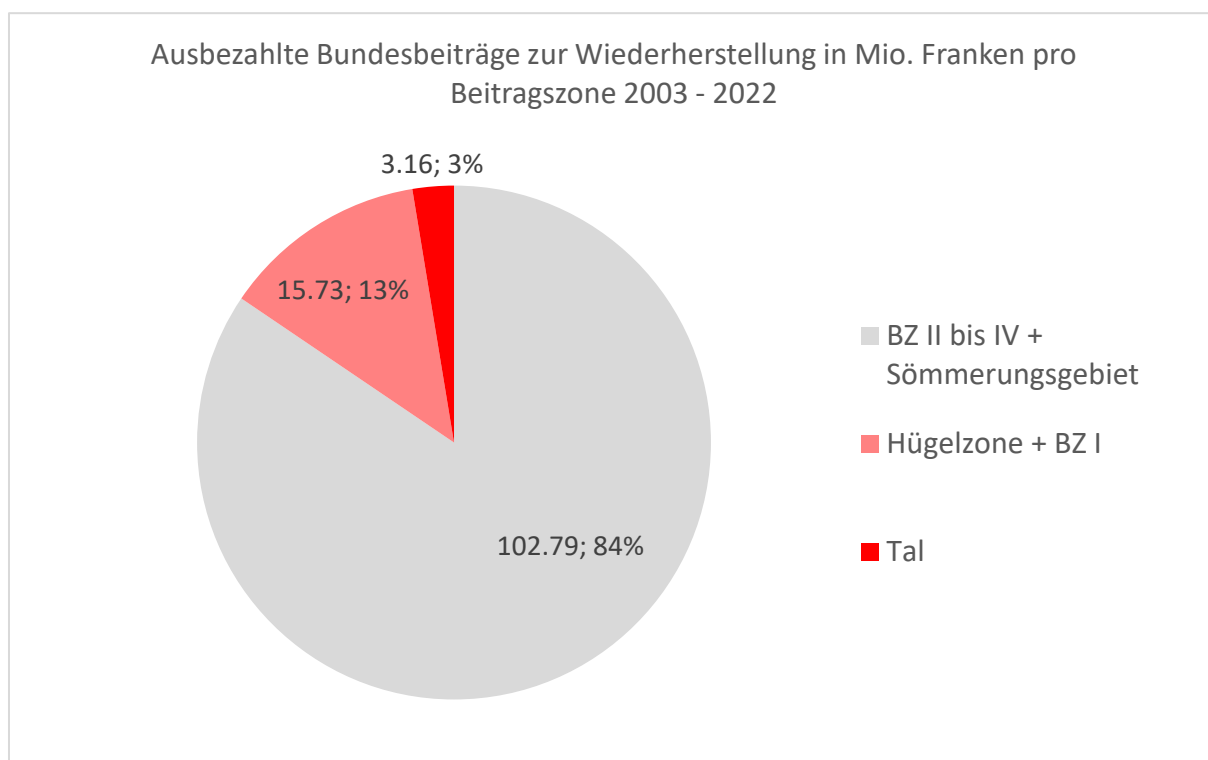
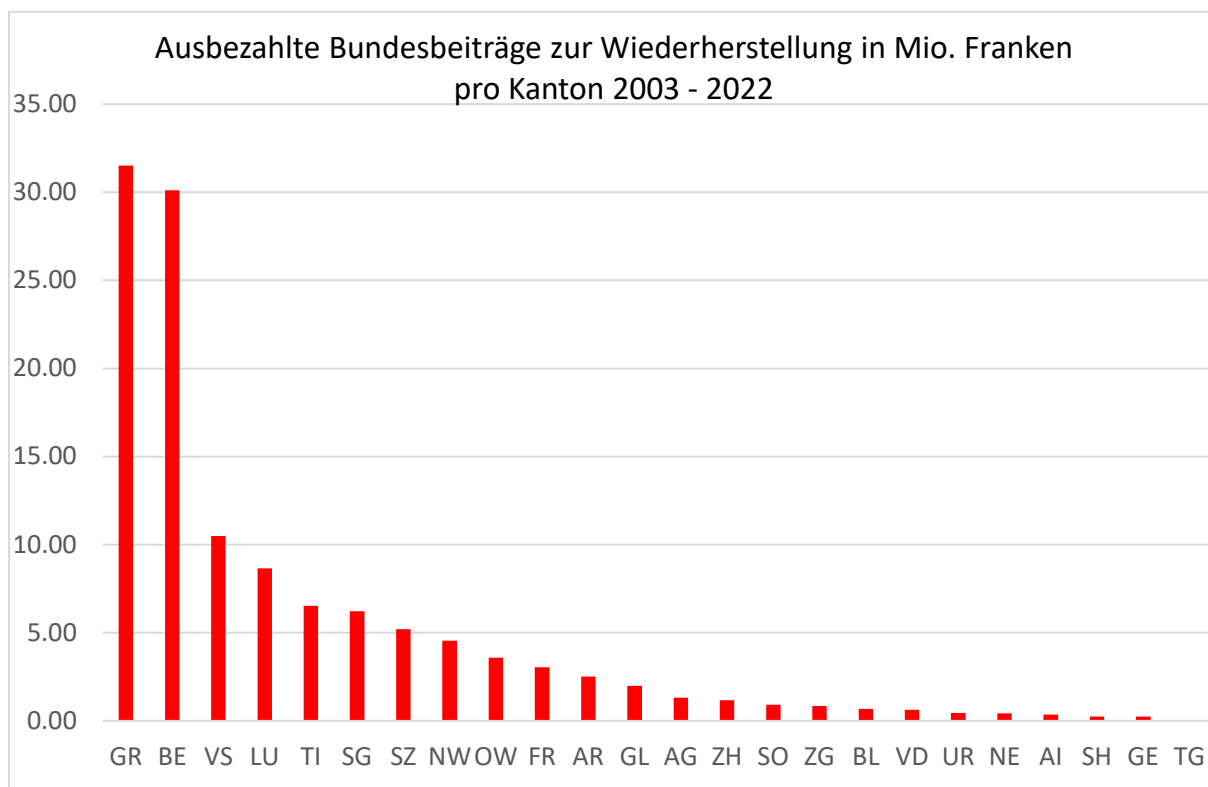
Der Januar 2018 war extrem niederschlagsreich und mild. Landesweit war es

der wärmste Januar seit Messbeginn 1864. Vom 6. bis 9. Januar floss milde Mittelmeerrluft zu den Alpen, welche kräftige Niederschläge auslösten. Die Böden im Wallis vermochten die Wassermassen nicht mehr zu absorbieren und es kam am 8. Januar zu mehreren Erdbeben, wobei viele Trockensteinmauern der Rebberge und Flurstrassen zerstört wurden. In der zweiten Monathälfte wiederholten sich die Niederschlagsmengen und unterhalb von 1600 m.ü.M. ereigneten sich um die hundert Erdbeben und Steinschläge.

Wie kann der Bund mithelfen?

Der Bund kann zur Wiederherstellung nach Elementarschäden Strukturverbesserungsbeiträge gewähren. Die maximalen Beitragssätze des Bundes betragen je nach Höhenlage zwischen 44 und 47 Prozent. Versicherbare Schäden und gelten nicht als beitragsberechtigt. Für Bodenverbesserungen zur Behebung besonders schwerer Folgen von ausserordentlichen Naturereignissen kann der Bund einen Zusatzbeitrag von höchstens 20 Prozent gewähren. Am 21. Dezember 2005 hat der Bundesrat zum letzten Mal von dieser Möglichkeit Gebrauch gemacht und zusätzliche Mittel zur Verfügung gestellt, um die Behebung der Unwetterschäden vom August 2005 zu unterstützen. «fondssuisse» kann für nicht versicherbare Elementarschäden ebenfalls Beiträge leisten.

In der Fragestunde des Nationalrates vom 12. März 2018 hat Nationalrat Thomas Egger das Thema der zusätzlichen Mittel als Notmassnahmen bei Wiederherstellungsmassnahmen aufgeworfen. Das damalige Schadenausmass im Kanton Wallis hat jedoch nicht zur Einstufung eines nationalen Ereignisses wie demjenigen im Jahre 2005 geführt, womit höhere Unterstützungsbeiträge hätten gesprochen werden können. ♦





Weiterführende Links

[Naturgefahren: Ereignisanalysen Hochwasser 2005](#)

[E-Periodica - Unwetterschäden 2005 : Lehren für die Zukunft](#)

[E-Periodica - Unwetterschäden Juli 2014 in Schangnau](#)

[Dokumentation Unwetterschäden 2018](#)

Résumé

La remise en état de terres cultivables à la suite de phénomènes météorologiques revêt une grande importance. Il faut prendre soin de la ressource naturelle non renouvelable qu'est le sol. Selon leur ampleur, ces intempéries peuvent être locales, régionales ou nationales. Les fortes précipitations qui se sont abattues sur la Suisse en août 2005 ont provoqué des dégâts de l'ordre de 3 milliards de francs, soit le plus grand dommage financier de ces dernières décennies. La Confédération et le canton peuvent cofinancer jusqu'à 90 % des coûts éligibles à des contributions pour la remise en état notamment de terres cultivables et d'autres infrastructures agricoles.

Riassunto

Il ripristino di superfici coltivate a seguito di danni causati dal maltempo riveste una notevole valenza. Bisogna aver cura del suolo, una risorsa non rinnovabile che scarseggia. A seconda della portata del maltempo si parla di eventi a carattere locale, regionale o nazionale. Il maltempo verificatosi nell'agosto 2005 ha fatto registrare i danni finanziari più ingenti degli ultimi dieci anni, per un totale di circa 3 miliardi di franchi. Per il ripristino di superfici coltivate e altre infrastrutture agricole la Confederazione e i Cantoni possono partecipare finanziariamente fino a concorrenza del 90 per cento dei costi computabili.

Text: Ueli Salvisberg, Fachbereich Meliorationen, BLW
ueli.salvisberg@blw.admin.ch

Bilder: Autorenschaft erwähnt



Neubau Sennereigenossenschaft Grengiols

In der 1927 gegründeten Sennereigenossenschaft Grengiols sind heute noch neun Vollerwerbslandwirte und ein Nebenerwerbslandwirt aus den Gemeinden Grengiols und Binn im Oberwallis beteiligt. Zusammen bewirtschaften die zehn Milchwirtschaftsbetriebe eine Fläche von 227 ha in den Bergzonen 3 und 4, und ihre Milchkühe liefern übers Jahr verteilt mehr als eine Million Kilogramm Milch. Alle Betriebe machen in einem Vernetzungsprojekt mit und bestossen im Sommer die Alpe «Furgge» und die «Binneralpen». Die engagierten Käser stellen hauptsächlich den Raclettekäse AOP «Gomser 55» sowie Halbhartkäse und Mutschli her. Seit dem November 2021 wird die Milch in der neuen und modernen Sennerei im Talboden unterhalb des Dorfes verkäst.



Die neugebaute Sennerei am Dorfrand von Grengiols.

Die im Anschluss an die Gründung 1927 erstellte Sennerei Grengiols musste in den vergangenen Jahrzehnten mehrmals wegen steigender Milchmengen erweitert werden, letztmals im Jahr 1997. In den Verarbeitungsräumen und im Käsekeller herrschte Platzmangel und die Betriebsabläufe waren aufwändig. Der Standort der Käserei im Dorf liess keine Erweiterungen zu. Der Milchablad erfolgte ab Dorfstrasse, der regelmässige Abtransport der Schotte im Winter war stark erschwert und mit der Sperrung der Dorfstrasse verbunden. Auch beim Käseverlad musste die Durchgangsstrasse zum Dorfparkplatz gesperrt werden. Dieser Platzmangel, zunehmender Sanierungsbedarf an der Gebäudehülle

und immer grössere Schwierigkeiten beim Erfüllen hygienischer Anforderungen haben die Genossenschaftsmitglieder davon überzeugt, einen Käsereineubau ausserhalb des Dorfes zu planen.

Lange Vorlaufzeit

20 Jahre lang machten sich die Grengijer Milchproduzenten Gedanken über einen Neu- oder Umbau. Projekte wurden ins Leben gerufen und wieder verworfen. Mit der Ausarbeitung eines Vorprojektes für den Ersatz der alten Dorfkäserei ab 2013 wurde es ernst. Die Firma Kalt AG erstellt erste Planungsunterlagen und Kostenschätzungen. Am 3. November 2013 stimmten die



Moderne Technik erleichtert die Arbeit

zehn Milchlieferanten der Sennereigenossenschaft Grengiols an einer ausserordentlichen Generalversammlung einer weiteren Ausarbeitung eines Ersatzprojektes für die 93jährige Sennerei zu. An der ordentlichen GV vom 15. Februar 2020 stimmten neun der zehn anwesenden Genossenschafter dem Neubau definitiv zu. Auf der in der Industriezone gelegenen Bauparzelle «Ze Brigge» am Ortseingang konnte ein passendes Baugrundstück gefunden werden. Der Spatenstich auf der im Baurecht erworbenen Parzelle erfolgte am 19. Oktober gleichen Jahres.

Produktionsvolumen 1.1.2022 – 31.12.2022

In die Sennerei Grengiols wurden innerhalb dieses Jahres 846 715 kg Milch angeliefert, welche vollständig verarbeitet wurde. Hergestellt wurden:

Raclettkäse	84 735 kg
Schnittkäse	6 105 kg
Grängjerli	357 kg

Der Raclettkäse wird primär an Alpgold verkauft und über die Absatzkanäle der Cremo vermarktet. Der Schnittkäse und die Grängjerli (Kleinkäse von ca. 1kg) werden ausschliesslich direkt ab Käserei, dem Warenautomat und über regionale Dorfläden verkauft. Der ausbezahlte Milchpreis beträgt je nach saisonaler Produktion Fr. -.75 bis Fr. -.85.

Das neue Gebäude

Das neue Gebäude besteht mehrheitlich aus einer eingeschossigen Halle. Nur der Bereich mit den Sozialräumen und der Technik ist zweigeschossig angelegt. Das Erdgeschoss ist in Massivbauweise ausgeführt, die Tragekonstruktion und die restlichen Gebäudeteile sind in Holzbauweise

ausgeführt. Die nicht tragenden Innenwände wie auch die Decken in den Bereichen Fabrikation und Käselager bestehen aus kunststoffbeschichteten Sandwichpaneelen in Leichtbauweise.

Aus dem alten Sennereibetrieb wurden die Milchannahme, der Milchkühltank und das bestehende Käsekessi mit 2 200 lt Nutzinhalt weiterverwendet. Ein Käsefertiger mit 5 000 lt Nutzinhalt, eine Presswanne mit 88 Käseformen/Pressplätzen, ein neues Salzbad, ein 10 000 lt kühlbarer Molkentank, eine Station für die Reinigung des Rohrleitungssystems, Tanks und Presswanne sowie die Käsekellereinrichtung sind neu.

Kostenaufwand Neubau Sennerei	Fr. 3 854 660.-
Pflegeroboter	Fr. 353 256.-
Mittelbedarf	Fr. 4 207 916.-

Finanzierung

Strukturverbesserungsbeiträge Bund	Fr. 806 500.-
Strukturverbesserungsbeiträge Kanton	Fr. 1 173 900.-
Strukturverbesserungsbeiträge Gemeinde	Fr. 284 800.-
Private Kapitaleinlagen (Eigenmittel etc.)	Fr. 150 716.-
Verkauf altes Sennereigebäude	Fr. 70 000.-
Beiträge Hilfsorganisationen	Fr. 350 000.-
Vorsteuerrückvergütung	Fr. 140 000.-
Zinslose Investitionskredite	Fr. 632 000.-
Hypothek	Fr. 600 000.-



Dank des Pflegeroboters kann die Sennerei eine Arbeitskraft einsparen

Technik

Der neue Käsefertiger wird, wie auch das bestehende Käsekessi, mit Heisswasser beheizt. Der Milchtank, Molkentank sowie das Salzbad erhalten eine Kühlung mit Eiswasser. Das Käselager hat eine Lagerka-



pazität von maximal 8 500 Laiben, was einer Produktion von drei Monaten entspricht. Das Käselager ist klimatisiert und weist daher eine Kühlung und eine Befeuchtung auf. Die Heizenergie wird mit einer Holz-Pelletheizung erzeugt, ebenfalls wird die Abwärme der Kälteanlage genutzt. Das Abwasser aus den Fabrikations- und Käselagerräumen wird in einem Tank neutralisiert, bevor es an die Kanalisation abgegeben wird.

Aus finanziellen Gründen wurde in einer ersten Planungsphase auf den Einbau eines Pflegeroboters verzichtet. Berechnungen haben dann aber ergeben, dass der Verzicht auf den Pflegeroboter die Anstellung einer zusätzlichen Person notwendig

macht und dadurch ein Milchgeldverlust von 4 Rappen pro kg verkäste Milch resultiert. Darum stellte die Sennereigenossenschaft Grenchols am 4. Dezember 2020 ein weiteres Gesuch für zusätzliche Finanzierungshilfen für den Kauf eines Pflegeroboters. ♦

Die Gemeindegebiete von Grenchols und Binn sind Teil des Landschaftsparks Binnental, welcher insgesamt sechs Gemeinden umfasst. Neben dem Käse von Grenchols und von den Binneralpen erfüllen nur noch wenige landwirtschaftliche Produkte die Anforderungen an das Produktlabel für Schweizer Pärke. Der Walliser Schnittkäse & Raclette AOP aus Grenchols (Gomser 55) ist darum für den Landschaftspark Binnental von grosser Bedeutung und sein wichtigstes Labelprodukt.

Résumé

Aujourd'hui, dix agriculteurs des communes haut-valaisannes de Grenchols et de Binn font encore partie de la coopérative de producteurs de fromage Grenchols, qui a été fondée en 1927. Sur ces dix producteurs, neuf exercent leur activité à plein temps et un autre à titre accessoire. Ils exploitent conjointement une surface de 227 hectares, dans les zones de montagne 3 et 4. Leurs vaches laitières fournissent plus d'un million de kilos de lait tout au long de l'année. Toutes les exploitations participent à un projet de mise en réseau et utilisent en été les alpages « Furgge » et « Binneralpen » pour le pacage. Passionnés par leur métier, les fromagers utilisent principalement ce lait pour fabriquer le fromage à raclette AOP « Gomser 55 » ainsi que le fromage à pâte mi-dure et le « Mutschli ». Depuis novembre 2021, le lait est transformé en fromage dans la nouvelle fromagerie d'alpage moderne, qui se trouve au fond de la vallée, en contrebas du village.

Riassunto

Alla cooperativa casearia di Grenchols, fondata nel 1927, partecipano nove contadini occupati a titolo principale e uno occupato a titolo accessorio nell'agricoltura, provenienti dai Comuni di Grenchols e Binn, nell'Alto Vallese. Queste dieci aziende dedite alla produzione lattiera gestiscono una superficie complessiva di 227 ettari nelle zone di montagna III e IV. Le loro vacche lattifere producono più di un milione di chilogrammi di latte all'anno. Tutte le aziende partecipano a un progetto d'interconnessione e in estate caricano gli alpi «Furgge» e «Binn». Il casaro produce principalmente formaggio da raclette DOP «Gomser 55», formaggio a pasta semidura e Mutschli. Da novembre 2021 il latte viene trasformato in formaggio nel nuovo moderno caseificio situato nel fondovalle sottostante il villaggio.

Text: Samuel Reusser, Bundesamt für Landwirtschaft
samuel.reusser@blw.admin.ch

Bilder: Christian Schnyder und Waldemar Schön



Bodenkartierung im St. Galler Rheintal

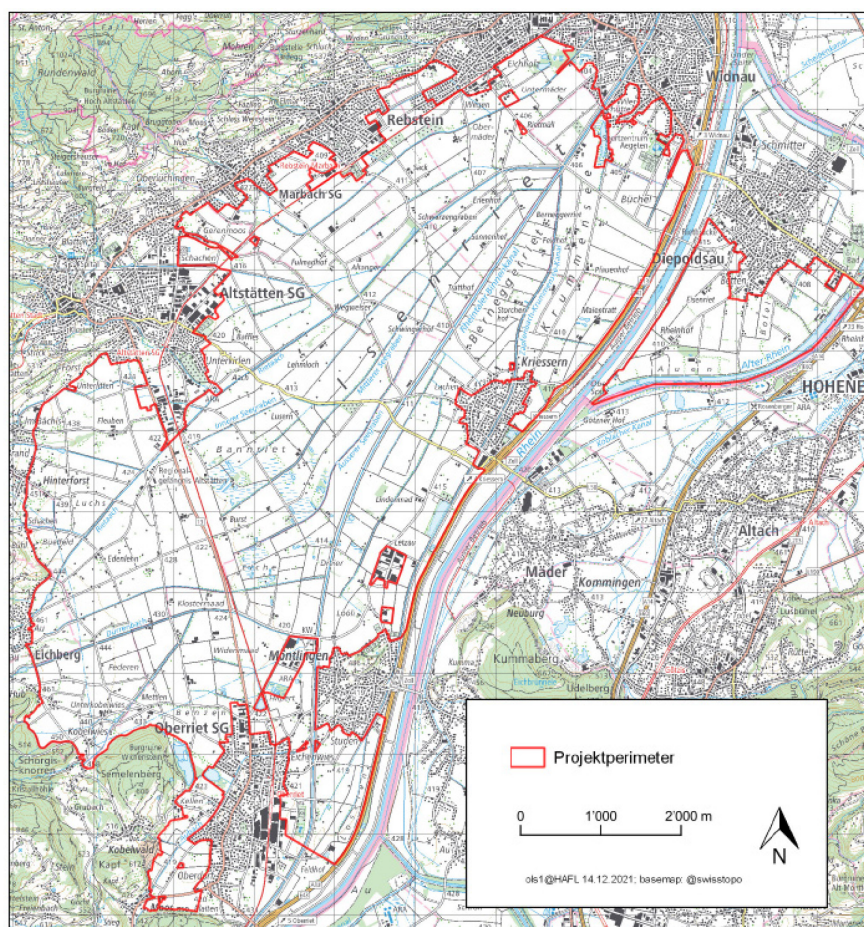
Die ebene Fläche im St. Galler Rheintal zwischen Oberriet und Widnau hat sich gebildet, als sich der Rheingletscher zurückgezogen hat und der Ur-Bodensee verlandet ist. Zurückgeblieben sind Torfböden, welche nun im Spannungsfeld der Politik liegen. Einerseits werden sie für die Nahrungsmittelproduktion genutzt, andererseits baut sich der Torf bei Sauerstoffkontakt ab, wodurch Kohlenstoff in die Atmosphäre entweicht. Die Torfböden sollen geschützt werden, indem mineralisches Material auf den Boden aufgebracht wird, welches den Torf vor dem Sauerstoff schützt.

Bis vor rund 15 000 Jahren war die Ebene zwischen Oberriet und Widnau im St. Galler Rheintal vom Rheingletscher bedeckt. Als dieser sich zurückzog, blieb der Ur-Bodensee zurück. Durch Sedimentation verlandete die Ebene und es entstanden Feuchtgebiete, in denen sich Torf bildete. Während rund 10 000 Jahren gab es immer wieder Überschwemmungen, durch welche

vom Rhein transportiertes Material abgelagert wurde. Diese Entstehungsgeschichte des Rheintaler Bodens ist sehr ähnlich wie die des Bodens im Seeland. Auch dort gibt es verbreitet Torfböden. Ab Mitte des 19. Jahrhunderts wurde der Wasserhaushalt der Ebene durch die Rheinregulierung, die Binnengewässerkorrekturen und die Melioration für die landwirtschaftliche Produktion optimiert. So wurde

aus einem vernässen, zeitweise überschwemmten Boden Land, welches sich zum Teil sogar ackerbaulich nutzen lässt.

Durch die Entwässerung der Böden kommt der Torf in Kontakt mit Sauerstoff, mineralisiert und der dabei freigesetzte Kohlenstoff entweicht in die Atmosphäre. Der Boden verliert so an Volumen (er «sackt») und mittel- bis langfristig ist die Ertragsfähigkeit des Bodens gefährdet. Torfböden ohne eine schützende Deckschicht sacken rund 1 cm pro Jahr. Für die Produktion von Nahrungsmitteln ist die Landwirtschaft je-



Übersichtskarte des Projektperimeters





doch darauf angewiesen, dass Böden möglichst erhalten bleiben. Auch aus klimapolitischer Sicht möchte man den Verlust von Torfböden möglichst verhindern, da Torf Kohlenstoff speichert und so zur Verlangsamung des Klimawandels beitragen kann.

Wie weiter mit den Torfböden?

Um die Sackungen von Torfböden zu verhindern, müssten diese Böden über den grössten Teil des Jahres mit Wasser gesättigt sein. Solche nassen Böden erlauben jedoch nur eine sehr eingeschränkte landwirtschaftliche Nutzung. Man befindet sich also mitten im Spannungsfeld zwischen Nahrungsmittelproduktion und Klimaschutz.

Nebst der Wiedervernässung bieten sich auf gewissen Torfböden aber auch alternative Lösungen an. Wie oben beschrieben, wurde die Ebene des St. Galler Rheintals immer wieder überschwemmt. Dabei hat sich mineralisches Material aus dem Rhein abgelagert. Die Torfböden sind also teilweise mit mineralischen Schichten durchzogen. Diese Schichten machen den Torfboden stabiler und tragfähiger. Deshalb können solche Torfböden mit einer abschliessenden mineralischen Schicht vor dem Sauerstoff geschützt werden. Zwischen Oberriet und Widnau würden 1 390 Hektaren für sogenannte Bodenverbesserungsmassnahmen in Frage kommen. Und hier kommt das Projekt Rhesi ins Spiel.

Rhesi: Rhein – Erholung und Sicherheit

Ab der Illmündung fliesst der Rhein bis zum Bodensee auf 26 km zwischen der Schweiz und Österreich. Die Landesgrenze bildet jedoch noch der Alte Rhein. Früher versuchten die beiden Länder den Rhein ins jeweilige andere Land zu drängen, wodurch der Raum für den Fluss immer kleiner und die Hochwasser verheerender wurden. Seit 1892 arbeiten die Schweiz und Österreich beim Hochwasserschutz jedoch eng zusammen. Nun soll im Projekt Rhesi der Hochwasserschutz verbessert und dem Rhein mehr Platz gegeben werden. Gemäss Projekträgerschaft schützt das Projekt den Lebensraum und die Arbeitsplätze von rund 300 000 Menschen und verhindert bei einem allfälligen Grossereignis Sachschäden von rund zehn Milliarden Schweizer Franken.

Aktuell fliesst der Rhein zwischen zwei Dämmen, dann kommt das sogenannte Rheinvorland, welches landwirtschaftlich genutzt und bei Hochwasser überschwemmt wird. Abschliessend kommen auf beiden Seiten die Hochwasserschutzdämme. Der Rhein soll in Zukunft zwischen den Hochwasserschutzdämmen auf einer Breite von 120 bis 400 m mäandrieren können. Während des Bauprojekts Rhesi, welches rund 20 Jahre dauern soll, wird der Boden im Rheinvorland abgetragen. Da sich dieser Boden primär durch mineralische Ablagerungen des Rheins gebildet



Rheinabschnitt Höhe Kriessern: links der aktuelle Mäder, rechts der geplante Mäder





Bohrgerät für maschinelle Bohrungen

hat, kann er für Bodenaufwertungen in der Rheinebene verwendet werden.

Das Bodenkartierungsprojekt

Wir wissen, dass gut 1 000 Hektaren landwirtschaftliche Nutzfläche für eine Bodenaufwertung in Frage kommen und dass das

mineralische Material aus dem Rheinvorland dafür geeignet ist. Doch woher haben wir diese Informationen?

Im Rahmen des Projektes «Bodenkartierung St. Galler Rheintal» hat ein Team aus Wissenschaftlerinnen und Wissenschaftlern die nötigen Bodeninformationen erhoben. Dazu wurden im 3 823 Hektaren grossen Perimeter 2 726 Bohrungen durchgeführt und 46 Bodenprofile ausgehoben. Entstanden sind so Karten der Bodeneigenschaften. Basierend auf den erstellten Karten und den gewonnenen Erkenntnissen wurde eine Karte zur Gesamtbewertung erstellt, welche als Grundlage für Bodenverbesserungsmassnahmen genutzt werden kann. Diese komplexen, aber spannenden Zusammenhänge können im Schlussbericht «Bodenkartierung Rheintal» nachgelesen werden.

Der Bericht über die Bodenkartierung steht Interessierten und Fachpersonen [unter diesem Link](#) zur Verfügung. Die Bodenkartierung wurde von der Hochschule für Agrar-, Forst- und Lebensmittelwissenschaften HAFL gemacht und vom BLW und dem Landwirtschaftsamt des Kantons St. Gallen finanziert. ♦



Résumé

La plaine de la vallée du Rhin saint-galloise entre Oberriet et Widnau s'est formée à la suite du retrait du glacier du Rhin et de l'atterrissement de la cuvette du lac de Constance. Il reste de cette période des sols tourbeux, qui sont devenus aujourd'hui un enjeu politique : ces sols servent à la production de denrées alimentaires, mais la tourbe se dégrade au contact de l'oxygène et le carbone séquestré est rejeté dans l'atmosphère. Il faut par conséquent préserver les sols tourbeux en les recouvrant de matières minérales qui protégeront la tourbe contre l'oxygène.

Riassunto

L'area pianeggiante nella valle del Reno sangallese tra Oberriet e Widnau si è formata quando il ghiacciaio del Reno si è ritirato e il lago di Costanza originario si è interrato. Sono rimasti terreni torbosi, che ora rappresentano un argomento controverso a livello politico. Da un lato sono utilizzati per la produzione alimentare, dall'altro la torba si decompone a contatto con l'ossigeno, facendo fuoriuscire carbonio nell'atmosfera. I terreni torbosi dovrebbero essere protetti mediante lo spandimento di materiale minerale che protegge la torba dall'ossigeno.

Text: Marion Rissi, Bundesamt für Landwirtschaft
marion.rissi@blw.admin.ch

Bilder: Aus dem Bericht «Bodenkartierung St. Galler Rheintal», 2022
Luftbild: Internationale Rheinregulierung
Visualisierung: Planergemeinschaft Zukunft Alpenrhein, Büro Hydra



Neubau des Jungviehstalls auf der Meiersalp

Der landwirtschaftliche Verein Untertoggenburg realisierte auf der "Meiersalp" eine Ersatzbaute für das Jungvieh. Mit der baulichen Massnahme konnten die Arbeits- und Tierhaltebedingungen deutlich verbessert sowie die Bewirtschaftung und die Offenhaltung der teils sehr wertvollen ökologischen Alpflächen längerfristig gesichert werden. Die Finanzierung der gemeinschaftlichen Massnahme wurde mit öffentlichen Mitteln, Beiträgen Dritter und einem Crowdfunding (Alpfreunde) unterstützt.

Der im Jahr 1880 gegründete landwirtschaftliche Verein Untertoggenburg hat seinen Sitz in Flawil. Er umfasst 61 Mitglieder aus der Region und bezweckt die Selbstbewirtschaftung seiner eigenen Alpen mit Vieh. Der Verein ist Eigentümer der Liegenschaft "Meiersalp" in Mosnang und finanziert sich hauptsächlich durch die Mitgliederbeiträge und die Einnahmen aus der Sömmerung. Für die Betreuung der Tiere hat der Verein einen Hirten angestellt. Dieser betreibt auf der "Meiersalp" eine kleine Besenbeiz, die von Mitte April bis Anfang November geöffnet und für die Gäste nur über einen Wanderweg erreichbar ist.

Beweidung der steilen Flächen

Der Alpbetrieb umfasst 32 ha Weideflächen. Diese wird, mit zwei separat geführten Herden, während rund 105 Tagen mit Jungvieh bestossen. Die gut 70 Tiere stammen hauptsächlich aus der Region. Die Beweidung der teils sehr

steilen Flächen erfolgt standortangepasst mit einer geschickten Weideführung. Das Jungvieh wird regelmässig eingestallt. Trittschäden bei nasser Witterung werden somit bestmöglich vermieden. Ausserdem bieten die Ställe Schutz vor Hitze und Ungeziefer. Der anfallende Mist (Tiefstreue) wird gesammelt und gezielt auf die Weiden ausgetragen. Der Weidepflege wird eine grosse Beachtung geschenkt. So leisten die Vereinsmitglieder und Bestösser und Bestösserinnen regelmässig Arbeitseinsätze, um der "Verbuschung" entgegen zu wirken. Ausserdem wurden während den letzten Jahren die Waldweiden mit verschiedenen forstlichen Massnahmen ökologisch aufgewertet. Die auf der Südseite der Alp liegenden Wildheuf Flächen werden traditionsgemäss durch die örtliche Landjugend gemäht und das "Rüchiheu" mit einem Seil talwärts transportiert. Die Bewirtschaftung dieser national geschützten Fläche ist mit einem Naturschutzvertrag geregelt. Auf der "Meiersalp" sind weitere Biodiversitätsförderflächen ausgeschieden.



Steile Weide- und Wildheuf Flächen sowie Wald und markante Einzelbäume prägen das charakteristische Landschaftsbild: Meiersalp, mit Blick in Richtung Schnebelhorn.

Autonome Energieversorgung

Das alte Stallgebäude auf der "Meiersalp" befand sich bautechnisch in einen schlechten Zustand und war für eine zeitgemässe Bewirtschaftung und Tierhaltung zu klein. Der Landwirtschaftliche Verein Untertoggenburg hat sich deshalb für einen Ersatzbau entschieden. Das im Frühjahr 2021 bewilligte Projekt umfasst folgendes



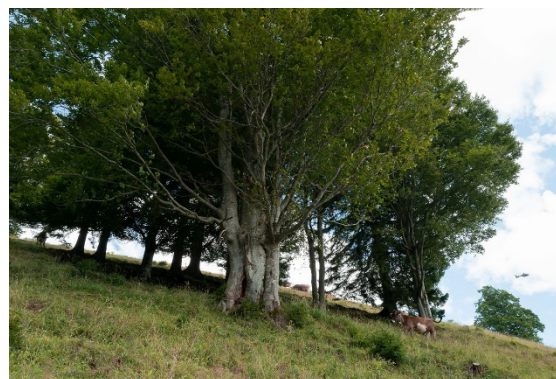
Der Neubau des Jungviehstalls erfolgte an steiler Hanglage: Die talseitige Böschung wurde natürlich gestaltet und integriert sich dadurch optimal in das Landschaftsbild.

Raumprogramm: Ein Laufstall mit Tiefstreu für 45 Stück bis 2-jährige Rinder, ein Gülle- und Mistlager, ein Materiallager sowie ein Heu- und Strohlager. Die Toilettenanlage ermöglicht mit einem Massenlager die einfache Unterbringung von 15 Gästen. Für die Energieversorgung wurde auf dem Stalldach eine 9 kWp Photovoltaikanlage mit 18 kW Batteriespeicher vorgesehen. Die veranschlagten Kosten betrugen CHF 570 000.-. Davon CHF 65 000.- Flugkosten für Materialtransporte. Um die Finanzierung bewerkstelligen zu können, wurde bei der Landwirtschaftlichen Kreditgenossenschaft des Kantons St. Gallen (LKG) ein Investitionshilfegesuch einreicht. Bund und Kanton konnten im Juni 2021 Investitionshilfe für das Stallprojekt zusichern.

Finanzierung:

Eigenleistungen:	CHF 100 000.-
Eigenleistungen am Bau:	CHF 7 500.-
Crowdfunding Alpfreunde:	CHF 120 000.-
Beitrag Schweizer Berghilfe:	CHF 100 000.-
Hypothek:	CHF 127 000.-
Beitrag Kanton:	CHF 18 000.-
Beitrag Bund:	CHF 35 000.-
Investitionskredit Kanton:	CHF 63 000.-
Total Finanzierung:	CHF 570 000.-

Der Bau wurde mit einem Kostenaufwand von CHF 665'000.00 abgeschlossen. Die Mehrkosten wurden mit zusätzlichen Eigenmitteln und Beiträgen Dritter finanziert. Die Mehrkosten sind einerseits durch die Bauteuerung und andererseits durch unerwartete Mehrkosten für



Die Meiersalp liegt unterhalb der Waldgrenze. Kleinere Flächen sind als Wald mit zulässiger Beweidung ausgeschieden.

die Hangsicherung begründet. Als Baugrund wurde loser Nagelfluh erwartet. Stattdessen kamen Lehm, Sand- und Mergelschichten zum Vorschein, die nach dem Aushub Hangrutschungen verursachten und schnelles Handeln erforderten. Talseitig mussten zur Hangsicherung Steinkörbe und bergseitig kostenaufwändige Betonanker einbaut werden. Die talseitige Böschung wurde letztlich plangemäss mit örtlichem Material verblendet und begrünt, sodass auch die Anforderungen des Landschaftsschutzes erfüllt werden konnten.

Gelebter Gemeinschaftssinn

Die Investition auf der "Meiersalp" hat zu einer deutlichen Verbesserung der Arbeits- und Tierhaltebedingungen geführt. Herausragend sind die verbesserten Luft- und Lichtverhältnisse sowie die gute Übersicht im Stall. Die Bewirtschaftung sichert das Offenhalten der Alpflächen, die auf der "Meiersalp" aufgrund der tiefen Höhenlage schnell zuwachsen würden und nicht mehr nutzbar wären. Die Magerweiden im nördlichen Teil und die Wildheufelder im südlichen Teil der Alp weisen eine sehr hohe Biodiversität aus und bleiben durch die Alpbewirtschaftung erhalten.

Bemerkenswert ist der gelebte Gemeinschaftssinn des Vereins, der die nachhaltige Sömmern in dieser Form ermöglicht. Dank der breiten Abstützung in der Region konnte die Finanzierung der Investition erfolgreich abgeschlossen werden. Die öffentlichen Finanzhilfen von Bund und Kanton wurden gezielt und sinnvoll eingesetzt. ♦



Im Gebiet Laubberg besteht ein zweiter Rinderstall, der für die zweite Herde genutzt wird: Blick von der Meiersalp-Laubberg in Richtung typische voralpine Hügellandschaft des unteren Toggenburgs.

Résumé

La société d'agriculture du district d'Untertoggenburg a construit un bâtiment de remplacement pour le jeune bétail dans l'alpage « Meiersalp ». Ce chantier a permis d'améliorer nettement les conditions de travail des paysans ainsi que les conditions de vie des animaux, mais aussi de garantir à long terme un paysage ouvert et l'exploitation de terres alpestres, certaines étant de très haute valeur écologique. Cette mesure collective a bénéficié d'une aide au financement sous forme de fonds publics, de contributions de tiers et d'un financement participatif (amicale de l'alpage).

Riassunto

L'Associazione agricola Untertoggenburg ha realizzato un edificio sostitutivo per il bestiame giovane al «Meiersalp». I provvedimenti edilizi hanno consentito di migliorare nettamente le condizioni di lavoro e di detenzione degli animali e di assicurare a lungo termine la gestione e l'apertura delle superfici alpestri in parte altamente pregiate sotto il profilo ecologico. Il provvedimento collettivo è stato finanziato mediante fondi pubblici, contributi di terzi e una raccolta fondi (Alpfreunde).

Text: Bernhard Güttinger, Landwirtschaftliche Kreditgenossenschaft St. Gallen (LKG)
bernhard.guettinger@sg.ch

Bilder: Bernhard Güttinger



PDR Val d'Hérens – Une Rétrospective

En 2004, cinq communes du Val d'Hérens (VS) ont décidé de promouvoir l'agritourisme à travers l'un des premiers projets de développement régional (PDR). Cela a permis de lier le tourisme et l'agriculture à travers une politique cohérente et apporter une valeur ajoutée profitant aux acteurs locaux. Des bâtiments d'hôtellerie ou de restauration ont pu être réhabilités ou construits afin de s'intégrer dans l'économie locale, une campagne marketing a été mise en place et divers projets contribuant au maintien de la biodiversité et/ou du paysage se sont développés.



La terrasse du gîte « La Péniche » à Evolène. un projet privé développé grâce au PDR permettant un tourisme doux et la mise en avant du label « Val d'Hérens »

Aujourd'hui, il est possible d'affirmer que ce projet fut une véritable opportunité pour mener une politique rurale et agritouristique cohérente dans l'ensemble de la vallée avec pour objectif d'augmenter la création de valeurs ajoutées à travers l'agriculture. Des lieux destinés au tourisme et à l'accueil des vacanciers servent ainsi de vitrine aux produits régionaux. Ces endroits représentent une occasion pour les exploitants agricoles de valoriser leurs produits et d'ajouter une part de revenus en lien avec l'activité touristique et la vente directe. Les exploitants ont ainsi pu obtenir un revenu complémentaire en développant des gîtes ruraux, en organisant des visites ou via la vente directe de leurs produits ou au lieux touristiques de proximité. A cet effet, des lieux pouvant attirer des visiteurs d'ici ou d'ailleurs ont été restaurés ou développés afin de pouvoir instaurer un tourisme durable aussi bien pour les habitants que pour

l'environnement. Le label « Val d'Hérens » a également pu être développé dans le cadre de ce projet. Il permet aux produits du terroir de se démarquer à travers une étiquette commune et être ainsi valorisés. Le développement de la marque à travers un logo, le label et des produits dérivés nécessite un travail conséquent ne pouvant être accompli uniquement par les exploitants agricoles. Un responsable marketing œuvre à son développement et à son attractivité auprès du public, mais également des producteurs qui n'ont pas de peine à écouler leur réalisation.

Dormir sur la ferme

Plus de la moitié du budget du projet (54%) a été allouée à la construction de bâtiments agritouristiques. Une centaine de lits proposant différentes formes d'expérience ont pu être créés dans la vallée dont une quarantaine dans des sites ouverts tout au long de



Le site d'Ossona à Saint-Martin a été entièrement réhabilité après quarante années d'abandon



Les chèvres de l'exploitation agricole du site d'Ossonna qui permet d'approvisionner en partie l'auberge

l'année. Par exemple, le gîte rural « La Péniche » à Evolène a pu voir le jour grâce aux contributions octroyées dans le cadre du PDR. Ce gîte rural est né dans l'esprit d'un couple d'agriculteurs et est situé en face de leur exploitation « la Ferme du Clos Lombard ». Il permet aux visiteurs d'en apprendre plus sur l'élevage des vaches d'Hérens à travers des visites de la ferme quand la charge de travail de l'agriculteur le lui permet. Les premiers clients ont pu être accueillis en 2015 dans les cinq chambres dont une parfaitement adaptée aux personnes en situation de handicap, et dans un dortoir pour un total de 22 lits. Celui-ci a été installé dans une ancienne cabane de chantier de la première Dixence construite dans les années 30 entièrement réhabilitée. Les produits servis au petit déjeuner ou lors des apéritifs sont issus de la région ou de l'exploitation et des produits labellisés

Coûts totaux du PDR :

Fr. 14 668 979.-

Contributions fédérales versées :

Fr. 4 806 425.-

Contributions cantonales et communales :

Fr. 5 167 859.-

sont également disponibles en vitrine, tout comme de la viande d'Hérens produite directement sur place. Ce projet a ainsi permis aux acteurs agricoles de diversifier leurs activités. Catherine Pannatier s'occupe du gîte nécessitant la création de l'équivalent d'un emploi à plein temps pour le travail de gestion et d'entretien et son mari gère l'exploitation agricole fédérant parfaitement le tourisme et l'agriculture et créant une nouvelle source de revenus pour le couple, ainsi qu'un lieu d'écoulement pour les produits de la ferme et de la région.

Mise en valeur des vieux bâtiments

Le site d'Ossona situé dans la commune de Saint-Martin est un autre exemple de développement agritouristique fort dans le Val d'Hérens. De nombreuses réalisations ont été entreprises afin de rendre attractif ce lieu abandonné durant de longues années. Une route agricole de cinq km a dû être construite pour relier le village à l'auberge d'Ossona et aux gîtes ruraux. La construction de l'auberge s'est achevée en 2008 et



La terrasse de l'auberge d'Ossona mettant en avant des produits locaux et le label « Val d'Hérens »



permet aujourd'hui d'accueillir une soixantaine de personnes randonneurs, vacanciers ou locaux (réparties entre la salle et les terrasses). On peut y déguster des produits agricoles issus directement des deux sites d'exploitation adjacente au gîte (une étable à bovins pour 25 UGB, ainsi qu'une chèvrerie pour 14 UGB) et qui peuvent en partie être transformés sur place grâce



Une sélection de produits du Val d'Hérens : Le Solaris et le Divico replantés à Ossona dans le cadre du PDR, ainsi que des viandes et fromages produits localement

avec notamment la cave à fromage du site, ainsi que du vin et d'autres victuailles produites dans la vallée. L'auberge est exploitée par un couple employé à cette fin tout comme les quatre gîtes aménagés dans deux bâtiments datant du XVIII^e siècle. Sur ce site touristique, un ancien raccard a également pu être restauré selon des méthodes ancestrales et est disponible à la location. Le projet a ainsi permis la création d'emplois de qualité sur le plateau, d'un écoulement facilité des produits du terroir,

valorisant la production agricole issue du plateau d'Ossona.

Autres projets

De nombreux projets partiels ont également pu être menés comme le développement de points de vente directe, le réencépagement, l'ouverture de plusieurs lieux de restauration, la rénovation des bisses d'Ossona ou de Nax très représentatifs du Valais, la création et l'entretien de sentiers pédestres, ainsi que diverses mesures pour le maintien des paysages et de la biodiversité. Les communes ancrées dans une région constituée de nombreux monts et obstacles naturels demeurent compliquées à relier entre elles. Plusieurs projets privés se sont mis en place et la coordination entre les différents acteurs reste un défi. De nouvelles idées sont en cours de conception afin de pallier aux difficultés rencontrées, notamment pour l'acheminement des produits régionaux au sein des diverses structures. La mise en relation nécessaire entre les différents sites situés à basse, moyenne ou haute altitude représente un défi. Le trajet pouvant constituer un véritable obstacle pour l'approvisionnement régulier des sites, la mise en place d'un service de livraison à l'aide d'une camionnette parcourant régulièrement la vallée pour relier les différents acteurs tels que les producteurs et les structures d'accueil est en réflexion. ♦



Liste des projets partiels

- Marketing, communication et coordination projets
- Local d'accueil et restauration (Evolène)
- Réencépagement et équipements techniques, vignoble de la côte du Moulin (Vex)
- Locaux de vente et de restauration à l'A Vieille (St. Martin)
- Rénovation et réaffectation des anciennes chottes alpestres en locaux de vente, de restauration et d'hébergement (Hérémente)
- Gîte alpestre locaux de vente, de restauration et d'hébergement (Mont Noble, St. Martin)
- Revitalisation des bisses Scie-Tsébetta-Pramilon
- Chemin thématique et de liaison agritouristique Erbio-Les Prixes-Sevanne- Ossona-La Luette
- Chemin thématique et de liaison agritouristique Eison-Volovron
- Arène et couvert des Haudères
- Revalorisation de la nature et du paysage

Zusammenfassung

2004 beschlossen fünf Gemeinden im Val d'Hérens (VS), den Agrotourismus als eines der ersten Projekte zur regionalen Entwicklung (PRE) zu fördern. Dies ermöglichte es, die beiden Sektoren Landwirtschaft und Tourismus durch eine kohärente Politik zu verknüpfen und einen Mehrwert zu schaffen, der den lokalen Akteuren zugutekommt. Hotel- und Restaurantgebäude wurden saniert oder gebaut, um sich in die lokale Wirtschaft zu integrieren, eine Marketingkampagne wurde durchgeführt und verschiedene Projekte, die zur Erhaltung der Biodiversität und/oder der Landschaft beitragen, wurden entwickelt.

Riassunto

Nel 2004, cinque Comuni della Val d'Hérens (VS) hanno deciso di promuovere l'agriturismo attraverso uno dei primi progetti di sviluppo regionale (PSR), creando una connessione tra due settori grazie a una politica coerente e ottenendo un valore aggiunto per gli attori locali. Sono state costruite o ristrutturate strutture ricettive e per la ristorazione che si integrassero nell'economia locale, è stata attuata una campagna di marketing e sono stati realizzati diversi progetti tesi a preservare la biodiversità e/o il paesaggio.

Texte: Candice Dévaud, Secteur Économie agraire, aspects sociaux et développement régional, OFAG
candice.devaud@blw.admin.ch

Images: Candice Dévaud



Porträt eines modernen Milchviehstalles im Aargauer Freiamt

Auf der Ebene kurz vor der Ortschaft Muri im aargauischen Freiamt steht seit 2020 ein neuer Milchviehstall. Das ist an sich nichts Ungewöhnliches. Speziell an diesem Liegeboxenlaufstall, der etwas versteckt hinter den bestehenden Betriebsgebäuden liegt, sind die fast vollständig automatisierten Arbeitsabläufe und die offene Bauweise. Im Stall der Familie Dürrenmatt werden die Kühe nicht nur automatisch gemolken, sondern auch gefüttert. Ein Entmistungsroboter und eine an Schienen aufgehängte Einstreueinrichtung vervollständigen die Mechanisierung des neuen Stalls.

Claudia und Markus Dürrenmatt bewirtschaften gemeinsam den Lindenhof in Muri AG. Markus ist gelernter Landmaschinenmechaniker, Hufschmied und Meisterlandwirt. Von den drei Kindern hat der älteste Sohn Dominik das eidgenössische Fähigkeitszeugnis als Landwirt und steht in den Startlöchern, um den elterlichen Betrieb dereinst zu übernehmen und weiterzuführen.

Der Bau des neuen Milchviehstalls hat eine längere Vorgeschichte. Der Betrieb der Dürrenmatts liegt in unmittelbarer Nähe des Bezirksspitals Muri. Dessen in die Jahre gekommene Heizungsanlage musste ersetzt werden. Da bot sich die Familie Dürrenmatt an, zusammen mit zwei benachbarten Landwirten eine Biogasanlage zu bauen und das Spital künftig mit nachhaltig

produzierter Energie zu versorgen. Biogasanlage und Stall wurden als Einheit geplant. Um jederzeit frisches und energiereiches Gärsubstrat für die Biogasanlage zur Verfügung zu haben, wurde ein Tretmiststall geplant. Der Aufenthalts- und Liegebereich des Tretmiststalls hat ein Gefälle. Im oberen Liegebereich wird ständig frisches Stroh eingestreut, das sich mit dem Kot und Urin der Tiere vermischt. Der so entstandene Mist wird durch das Gefälle und das Gewicht der Tiere kontinuierlich nach unten getreten und von dort täglich abtransportiert.

Verzögerungen bei der Baubewilligung

Das Baubewilligungsverfahren für die Biogasanlage dauerte vier Jahre. Zu lange für das Krankenhaus, das mit der Erneuerung der Heizungsanlage nicht länger warten



Die Stallansicht aus Südosten



Der Laufgang entlang der Fressachse mit Mistroboter im Einsatz. Gut sichtbar sind die erhöhten Fressstände mit den Trennbügeln.

konnte und in eine Anlage zur Gewinnung von Erdwärme investierte. Zu lange auch für die beteiligten Landwirte, denn inzwischen ist die kostendeckende Einspeisevergütung für den produzierten Strom ausgelaufen. So legten Dürrenmatts und ihre Nachbarn das Biogasprojekt auf Eis. Damit machte auch das System «Tretmist» keinen Sinn mehr. Ganz aufgeben wollten die Dürrenmatts ihre Pläne aber nicht. Die Länge des Stalls, die durch das Tretmistsystem aussergewöhnlich gross war, erlaubte es, für jede Kuh einen eigenen Fressplatz zu bauen. Dies kam der Philosophie des Betriebsleiters, möglichst viel Milch aus dem Grundfutter zu produzieren, sehr entgegen. Anstelle von schrägen Liegeflächen wurden Tiefboxen, welche mit Strohhäcksel eingestreut werden, eingebaut. Das Jungvieh steht auf Tiefstreue.



Der mobile Futtermischwagen bei der Futtervorlage.

Füttern, Melken und Entmisten

Die Fütterung erfolgt über eine vollautomatische Fütterungsanlage mit einem selbstfahrenden Futtermischwagen. In einem so genannten Futtervorbereitungsraum werden alle Grundfutterkomponenten, Heu und Emd in Ballen, Gras- und Maissilage in geformten Würfeln aus dem Fahrsilo, auf klar definierten Flächen bereitgestellt. Die Befüllung des Futtermischwagens erfolgt mit einem Greifer, der an einer Kranschiene



Befüllung des mobilen Futtermischwagens

befestigt ist. Dieser Greifer, der mit Messsensoren ausgestattet ist, nimmt die einzelnen Komponenten auf und entleert sie nacheinander in den mobilen Futtermischwagen. Die so entstandene Grundfuttermischung wird mit Mineralsalzen und Futterkalk ergänzt. Das gemischte Futter wird dann an den beiden Futterachsen vorgelegt. Der mobile Futtermischwagen erfüllt dabei zwei Aufgaben gleichzeitig: Er schiebt das Restfutter näher an die Krippe heran und füllt bei Bedarf nach. Durch eine



Höhenmessung des Restfutters erkennt der Automat selbstständig, ob frisches Futter vorgelegt werden muss. Die verschiedenen Rationen für laktierende Kühe, Galkühe, Jungvieh und Kälber werden nacheinander gemischt und in kleinen Portionen vorgelegt.

Gemolken wird mit dem bereits im alten Stall vorhandenen Melkroboter. Die Kosten für ein AMS seien zwar höher, meint der Betriebsleiter, aber der Vorteil sei neben der Flexibilität der geringere Platzbedarf für die Anlage und den Wartebereich sowie der geringere Wasserverbrauch für Reinigung und Wartung.

Zahlen zum Bau

Baujahr	2020
Grösse:	82 Kühe und 100 Stk. Jungvieh
Gesamtkosten:	Fr. 1 937 600.-
Investitionskredit:	Fr. 800 000.-
Beitrag an Fressstände	Fr. 6 900.-

Erhöhte Fressstände

Die Kühe stehen zum Fressen auf einem Podest. Jeder Fressplatz ist durch einen Trennbügel vom nächsten Fressplatz getrennt. Diese Trennbügel verhindern, dass die Tiere beim Fressen schräg auf dem Podest stehen oder sich nach dem Fressen am Fressplatz umdrehen und so auf das Podest koten. Wenn die Tiere am Futtertisch stehen, kann der Entmistungsroboter



Vorgelegtes Futter im Jungviehstall.



Die vorbereiteten Grundfutterkomponenten sind vorbereitet für die automatische Beschickung des mobilen Futtermischwagens.

seine Arbeit verrichten und den Kot abschieben, ohne die Kühe beim Fressen zu stören. Diese so genannten erhöhten Fressstände sind eine wichtige Massnahme zur Reduktion der Ammoniakemissionen in Milchviehställen und werden von Bund und Kantonen mit zusätzlichen Beiträgen unterstützt.

Mehr Licht, Luft und Platz

Dürrenmatts Stall ist in etwa Nord-Süd ausgerichtet und nach drei Seiten teilweise offen. Die drei einzelnen Baukörper sind voneinander abgesetzt und nach oben offen. Diese Bauweise ermöglicht eine maximale Frischluftzufuhr in den Stall. Bei Nordwind



Stallansicht von oben.



wird die verbrauchte Luft entlang der Fressachse und des Laufganges abgeführt. Bei dem häufig vorherrschenden Westwind wird durch die Anordnung und Höhe der Dächer ein natürlicher Sog erzeugt, der die verbrauchte Luft abführt. Ausreichend Licht, Luft und Platz sind dem Betriebsleiter wichtig. Deshalb hat jede Kuh ihren eigenen Fressplatz im Stall. Markus Dürrenmatt ist überzeugt, dass allein diese Massnahme, zusammen mit kleineren, aber häufigeren Futtervorlagen, eine höhere Milchleistung aus dem Grundfutter ermöglicht. So liegt die TS-Aufnahme von Dürrenmatts laktierenden Kühen bei 26 kg pro Tag, und dies bei einem Erstkalbealter von knapp zwei Jahren.

Fazit des Betriebsleiters

Die höheren Investitionskosten für die durchgängige Automatisierung des Milchviehstalls haben sich gelohnt. Die automatische Fütterung und die schieberlosen Laufgänge bringen zusammen mit den erhöhten Fressplätzen Ruhe in den Stall, vor allem auch während der Fütterungszeiten. Die Kühe danken es mit höherer Milchleistung und besserer Gesundheit, die Betriebsleiterfamilie profitiert von Arbeitszeiterparnis und mehr Flexibilität in der Arbeitsplanung. ♦

Der Betrieb Dürrenmatt

Landwirtschaftliche Nutzfläche:	46,9 ha
Kulturen:	Wintergerste, Winterweizen, Silomais und Kunstwiese
Total GVE:	179
Anzahl Kühe:	80
Jahresmilchmenge:	780 000 kg
Milchmenge/Kuh aus Grundfutter:	32 kg
Anzahl Laktationen/Kuh:	knapp 5 Jahre, steigend
Mastschweine:	450 Stk.

Résumé

Une nouvelle étable pour vache laitières se dresse depuis 2020 sur la plaine située peu avant Muri, localité du district argovien de Freiamt. Cela n'a en soi rien d'inhabituel. Ce qui distingue cette stabulation libre à logettes, en retrait derrière les bâtiments d'exploitation plus anciens, ce sont le déroulement presque entièrement automatique des tâches et la construction ouverte. Dans l'étable de la famille Dürrenmatt, l'automatisation n'inclut pas que la traite des vaches, mais aussi la distribution de leur alimentation. Sans oublier le robot d'évacuation du fumier et la pailleuse suspendue à des rails qui complètent la mécanisation de la nouvelle étable.

Riassunto

Nella pianura appena fuori dal villaggio di Muri, nel Freiamt di Argovia, dal 2020 sorge una nuova stalla per il bestiame da latte. Di per sé non è nulla di insolito. La particolarità di questa stalla a stabulazione libera con box di riposo, situata alle spalle degli edifici agricoli esi-



stenti, è che si tratta di un edificio aperto dove i processi di lavoro sono quasi completamente automatizzati. Nella stalla della famiglia Dürrenmatt vengono utilizzati sistemi per la mungitura e il foraggiamento automatici delle vacche. La meccanizzazione della stalla è completata da un raschiatore del letame e da un sistema sospeso per la distribuzione automatica di lettiera.

Text: Samuel Reusser, Bundesamt für Landwirtschaft
samuel.reusser@blw.admin.ch

Bilder: Samuel Reusser und Lely AG



Adduction d'eau et constructions de citernes dans les Montagnes neuchâteloises

Suite au changement climatique, de nombreuses ressources en eau tendent à se tarir, mettant en péril l'approvisionnement en eau de nombreuses exploitations agricoles. Ceci est particulièrement prononcé dans le contexte karstique des Montagnes neuchâteloises. Quand un raccordement au réseau d'eau public est difficilement réalisable en raison de l'éloignement de celui-ci, des solutions alternatives doivent être trouvées pour garantir un approvisionnement en eau pour les exploitations concernées. Lors de la construction de nouveaux bâtiments avec de grandes surfaces de toiture, la réalisation de citernes alimentées par l'eau de pluie, en sous-sol de ces bâtiments, s'est avérée être une solution techniquement et financièrement intéressante. Plusieurs citernes ont pu être réalisées ces dernières années avec le soutien des améliorations structurelles.

Suite aux périodes récurrentes de sécheresse de ces dernières années, l'approvisionnement en eau devient une thématique de plus en plus importante pour l'agriculture. Dans les régions moins densément peuplées, de nombreuses exploitations agricoles ne sont pas reliées au réseau public d'eau potable et dépendent de sources d'eau privées ou des eaux de pluie collectées sur les surfaces de toiture des bâtiments de l'exploitation. Suite aux effets liés au changement climatique, le débit des sources devient de moins en moins fiable, et les capacités de stockage dans les citernes existantes s'avèrent souvent insuffisantes durant les périodes de sécheresse de plus en plus longues et fréquentes. Ces dernières années, dans les Montagnes neuchâteloises, de nombreuses exploitations ont dû véhiculer de l'eau depuis le réseau public à l'aide de camions ou citernes mobiles durant les mois d'été afin de pouvoir subvenir à leurs besoins. Afin de ne plus devoir recourir à ce mode d'approvisionnement coûteux, laborieux et peu écologique, des solutions alternatives ont été recherchées.

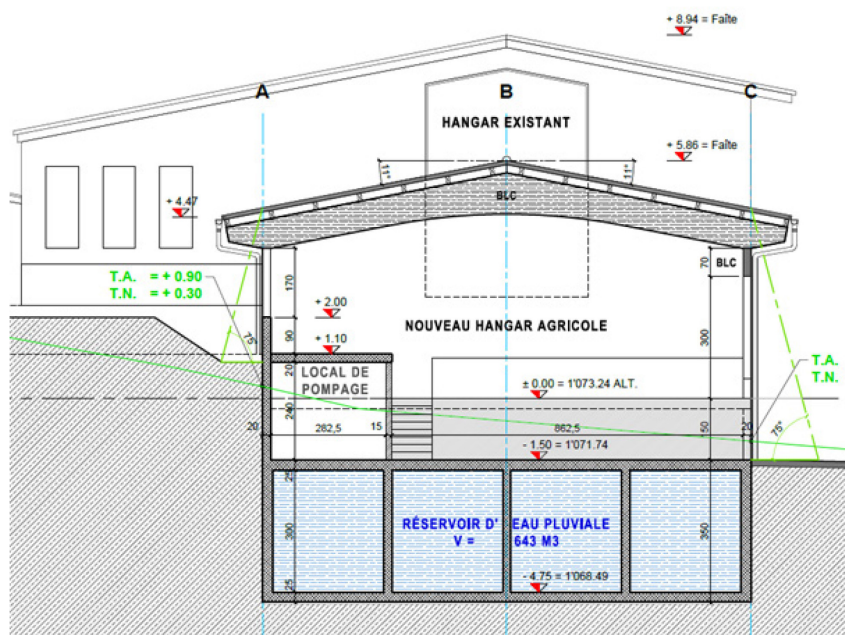
Dans ce contexte, le Service cantonal de l'agriculture (SAGR) et la Chambre neuchâteloise d'agriculture et de viticulture (CNAV) ont réalisé en 2018 un recensement des besoins en eau auprès des exploitations ou



Citerne en construction

estivages du canton de Neuchâtel. Les résultats permettent de situer des secteurs avec des besoins spécifiques. Une cartographie plus précise des secteurs sensibles aux manques d'eau reste encore à établir.

Dans le cadre d'un crédit d'améliorations structurelles voté par le Grand Conseil neuchâtelois en automne 2019, des moyens financiers importants sont mis à disposition



Plan de construction d'une citerne

pour des projets individuels et/ou collectifs d'adduction d'eau, comme des citernes ou des extensions de réseaux d'eau.

La configuration et la topographie des Montagnes neuchâteloises, la proximité ou non

Deux réalisations ces dernières années :

- Citerne Perrin (Les Ponts-de-Martel) – 544 m³ – 74 UGB**
 Coûts de construction donnant droit à la contribution : fr. 143 000.-
 Contribution fédérale : fr. 37 180.- (26%)
 Contribution cantonale : fr. 57 200.- (40%)
- Citerne Barras (Les Ponts-de-Martel) – 650 m³ – 52 UGB**
 Coûts de construction donnant droit à la contribution : fr. 268 200.-
 Contribution fédérale : fr. 69 732.- (26%)
 Contribution cantonale : fr. 107 280.- (40%)

des réseaux communaux d'adduction d'eau, couplées à des ressources en eau

(sources en milieu karstique) qui tendent à se tarir, ont comme conséquence qu'il faut trouver des solutions locales les plus adaptées pour pouvoir bénéficier des réserves nécessaires.

Dans le cadre de projets récents de constructions rurales, les surfaces de toiture importantes nouvellement créées ou raccordées ont permis d'envisager la construction de citernes d'eaux pluviales comme la solution la plus pertinente. Suivant l'utilisation de l'eau (eau potable ou eau brute pour l'abreuvement du bétail), ces

citernes sont complétées par une petite station de filtration et de traitement par rayonnement ultraviolet. Ceci permet d'atteindre le niveau de qualité de l'eau requis pour l'eau potable, notamment nécessaire pour la production fromagère. Ces nouvelles citernes sont réalisées sous les nouveaux bâtiments, ce qui permet de profiter au maximum des synergies entre la construction du nouveau bâtiment et la mise en place de la citerne. Ces nouvelles réserves contribuent aussi à assurer la défense incendie des bâtiments. Les coûts de construction pour la réalisation de ces citernes varient suivant les cas de figure (topographie, qualité du sous-sol, citernes déjà existantes, méthode constructive, etc.) entre 270 et 430 francs par m³ de volume de stockage. Ces projets ont pu être subventionnés à hauteur de 66 % par des crédits au titre d'améliorations structurelles (26% par la Confédération et 40% par le canton de Neuchâtel). Il en résulte des frais restants entre 90 et 140 francs par m³ à la charge des porteurs de projets. ♦



Plusieurs citernes d'eau de ce type ont bénéficié d'un soutien financier dans le canton de Neuchâtel ces dernières années. Avant de pouvoir construire une citerne, il faut comparer les variantes entre le raccordement au réseau public et la solution de la citerne. Les citernes sont cofinancées comme suit par les pouvoirs publics (selon article 25 de l'ordonnance sur les améliorations structurelles) :

En tant que mesure individuelle (contribution fédérale)

Zone des collines et zone de montagne I :	23 % des coûts imputables
Zones de montagne II - IV :	26 % des coûts imputables
Contrepartie du canton :	100 %

En tant que mesure collective (contribution fédérale)

Zone des collines et zone de montagne I :	30 % des coûts imputables
Zones de montagne II - IV :	33 % des coûts imputables
Contrepartie du canton :	90 %

(Dans la législation cantonale neuchâteloise, pour tous les projets d'adduction d'eau en zone de montagne, le taux de subventionnement est fixe et représente 40% des coûts imputables.)

Zusammenfassung

Durch den Klimawandel versiegen immer mehr Wasserquellen. Damit ist die Wasserversorgung vieler Landwirtschaftsbetriebe gefährdet. Besonders ausgeprägt ist diese Situation im Karstgebiet der Neuenburger Berge. Wenn ein Anschluss an die öffentliche Wasserversorgung aufgrund der Entfernung unrealistisch ist, müssen alternative Lösungen gefunden werden, um die Wasserversorgung der betroffenen Betriebe sicherzustellen. Bei Neubauten mit grossen Dachflächen hat sich der Bau von Regenwasserzisternen im Untergeschoss als technisch und finanziell interessante Lösung erwiesen. In den letzten Jahren wurden mit Beiträgen der Strukturverbesserung mehrere Investitionen in Wasserzisternen unterstützt.

Riassunto

A causa dei cambiamenti climatici, molte risorse idriche tendono a esaurirsi, mettendo in pericolo l'approvvigionamento idrico di numerose aziende agricole. Ciò avviene in particolare nella regione carsica delle montagne di Neuchâtel. Se un allacciamento alla rete idrica pubblica è difficilmente realizzabile a causa della distanza, occorre trovare soluzioni alternative per garantire un approvvigionamento idrico alle aziende interessate. Durante la costruzione di nuovi edifici con ampi tetti, la realizzazione di cisterne alimentate con acqua piovana nel sottosuolo di tali edifici si è rilevata essere una soluzione tecnicamente e finanziariamente interessante. Negli ultimi anni è stato possibile realizzare varie cisterne grazie agli aiuti concessi nell'ambito dei miglioramenti strutturali.

Texte: Nicolas JeanRichard, Service de l'agriculture, office des améliorations structurelles, Cernier (NE)
nicolas.jeanrichard@ne.ch

Dominique Gärtner, ehemaliger Mitarbeiter BLW

Images: divers



Alpkäserei Riggisalp

Die Viehzucht- und Alpgenossenschaft Schmitten konnte auf der Riggisalp im ehemaligen Stall «Grosshaus» eine Alpkäserei realisieren. Jetzt kann die Milch der 70 Milchkühe vor Ort veredelt und dadurch die Wertschöpfung gesteigert werden. In zwei verschiedenen grossen Käsekessi fabriziert der Lohnkäser Gruyère d'Alpage AOP und Vacherin oder Mutschli. Der Rauch über der offenen Feuerstelle für den Gruyère wird über einen Holzkamin in traditioneller Bauweise abgeführt. Besucher können der Käseherstellung durch ein Schaufenster zuschauen.



Die Riggisalp liegt in den Freiburger Voralpen in der Region Schwarzsee. Die Gegend ist geprägt durch sanften Tourismus. So liegt die Riggisalp mitten in einem familiären Skigebiet mit 20 km Pisten. Eine Sesselbahn bringt die Gäste auch im Sommer auf die Riggisalp, so dass Besucher nach zehn Minuten Fussmarsch bereits bei der Alpkäserei ankommen.

Die Viehzucht- und Alpgenossenschaft Schmitten wurde 1890 gegründet und war damit die erste Viehzuchtgenossenschaft im Kanton Freiburg überhaupt. Im Jahre 1921 konnte die Genossenschaft die Riggisalp erwerben. Uneinigkeit und finanzielle Schwierigkeiten führten dazu, dass die Genossenschaft die Riggisalp 1937 an die Schweizerische Mobiliar Versicherungsgesellschaft verkaufen musste. Ab diesem Zeitpunkt pachtete die Genossenschaft die Riggisalp. Erst im Jahr 1993 konnte die Genossenschaft die Alp für 925 000 Franken zurückkaufen. Die Viehzucht- und Alpgenossenschaft Schmitten zählt heute noch

22 Mitglieder, wovon 12 als Züchter aktiv sind. Früher war das Zuchtwesen die Haupttätigkeit der Genossenschaft, doch seit diese Arbeiten beim nationalen Zuchtverband zentralisiert sind, ist die Bewirtschaftung der Riggisalp die Haupttätigkeit der Genossenschaft.

Eckdaten zur Alp

Normalstösse: 258 NST
inkl. gepachtete Alp Salzmatt
Milchkühe: 70 GVE
Verarbeitete Milchmenge: 109 113 kg (2022)
Jungvieh: 360 Stück
Weidefläche: 290 ha
Höhenlage Weiden: 1 350 – 1 800 m.ü.M.

Die Alpgenossenschaft stellt die Hirten an. Diese sömmern ihre eigenen Kühe und Rinder sowie Rinder aus der Region. Zusätzlich betreiben die Hirten die traditionelle Buvette im «Grosshaus» auf eigene Rechnung. Die Milch verkaufen sie für 87 Rappen je Liter an die Genossenschaft. Diese hat einen Käser angestellt, der die Milch verkäst und einen kleinen Teil davon auf ei-



Die offene Feuergrube mit den zwei Galgen für das grosse und kleine Kessi.

gene Rechnung vor Ort verkauft. Somit gehört der Käse der Genossenschaft, welche diesen auch vermarktet.

Doch bis die ersten Käselaike auf der Riggisalp produziert werden konnten, war es ein langer Weg. Bereits im Jahr 2008 bestand die Absicht, die produzierte Milch auf der Riggisalp zu verkäsen. Bevor das eigentliche Käsereiprojekt in Angriff genommen werden konnte, mussten die Wasserqualität und -quantität verbessert werden. Die Quelle, welche 100 Minutenliter liefert, wurde im Jahr 2012 neu gefasst. Mit einer Pumpe wird das Wasser in das 200 Meter höher gelegene Reservoir befördert. Vom Reservoir wird das Tränkewasser für die Tiere direkt verteilt. Das Trinkwasser wird zusätzlich mit einem Sandfilter und einer UV-Anlage aufbereitet. An die Baukosten der Wasserversorgung von 903 000 Franken wurden 70 Prozent Bundes- und Kantonsbeiträge gewährt.

Bau Alpkäserei

Beim Bau mussten einige Auflagen der Sortenorganisation Gruyère beachtet wer-

den. So musste die Käserei innerhalb desselben Gebäudes realisiert werden, in dem auch die Milchkühe gehalten werden. Der Käse wird in einem Kessi, das über der offenen Feuerstelle aufgehängt ist, hergestellt. Er muss in einem Tuch herausgenommen und gepresst werden.

Im Herbst 2019 wurde mit den Bauarbeiten begonnen. Auf 80 m² des bestehenden Stalles wurden die Alpkäserei und der Käsekeller realisiert. Dazu wurde eine offene Feuerstelle gemauert und mit Schamottsteinen ausgekleidet. Es wurden zwei Galgen eingebaut, einer für das 1 400 Liter grosse Kupferkessi (Gruyère) und einer für das 400 Liter grosse Kessi, in welchem Vacherin oder Mutschli produziert werden. Über der Feuerstelle wurde ein traditioneller, vollständig aus Holz bestehender Kamin gezimmert. Dieser sorgt für einen raschen Rauchabzug.

Im Käsekeller ist das Salzbad untergebracht und Platz für die Lagerung des Käses. Während die Riggisalp-Mutschli bis



Traditioneller Kamin aus Holz



Das 1 400 Liter Käsekessi wird über dem offenen Feuer erhitzt. Der Käsebruch wird gerührt. Ein Blick in den Käsekeller (Riggisalp Mutschli).

zur Reife auf der Alp gelagert und gepflegt werden, verbringen der Gruyère und der Vacherin höchstens drei Wochen auf der Riggisalp. Anschliessend werden diese Käseleibe einem Grosshändler übergeben. Sobald der Käse ins Reifelager transportiert wird, geht die Verantwortung an den Abnehmer über. Taxiert, gewogen und abgerechnet wird aber erst jeweils Ende Jahr.

Über ein Schaufenster können die Gäste bei der Käseherstellung zuschauen. Sie können Alpkäse kaufen und in der Buvette ein Fondue oder eine Meringue mit Doppelrahm geniessen. Auf der Alp wurden im Jahr 2022 0,9 Tonnen Alpkäse direkt verkauft.

Der Bau der Alpkäserei wurde mit 424 000 Franken abgerechnet. Die Beiträge von Bund und Kanton betrugen 94 710 Franken und der Investitionskredit 136 000 Franken.

Mit dem Entscheid der Sortenorganisation von Anfang 2019 wurde der Riggisalp ein Produktionsrecht für Gruyère d'Alpage AOP von rund 10 Tonnen erteilt. Bis jetzt durften aber nur 8,25 Tonnen produziert werden. Zudem erhielt die Alpkäserei auch ein Kontingent für Vacherin Fribourgeois AOP Alpage von 1,4 Tonnen. Dank der Mengensteuerung der Sortenorganisationen ist der Absatz beider Käsesorten problemlos. ♦



Käseleibe im Salzbad. Ein Laib Gruyère d'Alpage AOP im Käsekeller.



Résumé

La coopérative d'élevage et d'alpage Schmitten a construit une fromagerie d'alpage dans l'ancienne étable « Grosshaus ». Le lait des quelque 70 vaches laitières peut désormais être transformé sur place, ce qui permet d'accroître la création de valeur. Le fromager salarié prépare du Gruyère d'Alpage AOP, du Vacherin ou du Mutschli dans deux grandes cuves de fabrication. La fumée qui s'échappe du foyer ouvert utilisé pour la fabrication du Gruyère est évacuée par une cheminée à bois de construction traditionnelle. Les visiteurs peuvent assister à la fabrication du fromage derrière une vitre.

Riassunto

La cooperativa d'allevamento e alpeggio Schmitten ha potuto realizzare un caseificio alpestre sul Riggisalp nell'ex stalla «Grosshaus». Ora il latte delle 70 vacche da latte può essere trasformato sul posto incrementando il valore aggiunto. In due caldaie di diverse dimensioni il casaro fabbrica Gruyère d'Alpage DOP e Vacherin o Mutschli. Il fumo proveniente dai focolari aperti per il Gruyère passa attraverso un tradizionale camino in legno. I visitatori possono assistere alla produzione di formaggio attraverso una vetrina.

Text: Michael Stäuble, Fachbereich Betriebsentwicklung und Bodenrecht, BLW
michael.staeuble@blw.admin.ch

Bilder: Michael Stäuble und Viehzucht- und Alpgenossenschaft Schmitten



Mutualiser les efforts de livraison et développer les infrastructures de transformation locales pour favoriser les circuits courts

Mis en œuvre depuis 2021, le PDR Val-de-Ruz axé sur les circuits courts concerne 12 projets en lien avec le développement d'infrastructures de transformation, de points de vente et la création d'une plateforme de distribution collective. La phase d'étude du PDR initiée par les familles paysannes du Val-de-Ruz a été coordonnée par un comité mixte composé de personnes provenant de diverses institutions régionales.



Le nouveau self terroir a pu commencer son activité fin 2021.

Partant du constat que la valeur ajoutée des filières traditionnelles a tendance à s'éroder et que peu de produits sont transformés localement, un groupe de familles paysannes et d'autres acteurs du monde rural ont cherché des moyens d'améliorer cette situation pour le Val-de-Ruz (NE). L'idée d'un projet de développement régional (PDR) a ainsi germé en 2017. Accompagné par un groupe de pilotage composé de collaborateurs et collaboratrices du bureau d'études Ruralis, de la Chambre neuchâteloise d'agriculture et de viticulture (CNAV), de Bio Neuchâtel, du Service de l'agriculture et du Parc naturel régional Chasseral, le PDR a réuni des acteurs agricoles, dont certains étaient déjà actifs dans la production de produits régionaux en circuits courts et souhaitaient renforcer les synergies. Si la valorisation locale répond à une demande croissante des consommateurs, elle implique également des efforts

importants pour les producteurs, qui cumulent toutes les tâches de la production à la commercialisation de leurs produits. Le PDR s'articule autour de deux objectifs principaux de création de valeur ajoutée régionale : d'une part, le développement de l'offre en produits du terroir et, d'autre part, le renforcement des circuits courts par la création de nouveaux points de vente directe et la mutualisation des efforts de livraison permettant de diminuer la charge de travail portée jusqu'alors individuellement par chaque famille paysanne.

D/Clic Terroirs – vers une mutualisation des livraisons pour les pros (B2B)

Projet phare et fédérateur de ce PDR, la société coopérative D/Clic Terroirs, une plate-



Rénovation d'un ancien four banal pour la vente de produits à Enges.



Nouvelle Étable pour vaches laitières (bio) au Côté.

forme de distribution soutenue par l'ensemble des porteurs, a vu le jour en 2021. Actuellement en phase de lancement, elle doit offrir à moyen terme une large gamme de produits du terroir régional, soulager les familles paysannes des contraintes de livraison et faciliter l'approvisionnement des points de vente. Ce projet s'articule autour de deux phases de développement. La première, outil de marketing principal du PDR, concerne la création d'une plateforme virtuelle de commande de produits en ligne (place de marché), laquelle a demandé passablement de travail de développement, notamment pour le référencement des produits (fin 2022, l'assortiment de D/Clic Terroirs se compose de 250 articles pour 20 producteurs). Inspiré d'une démarche similaire valaisanne et basé sur l'utilisation d'un logiciel compatible avec celui utilisé par Neuchâtel Vins et Terroir, [la place de marché](#) est désormais opérationnelle. La deuxième phase consiste au déploiement d'un service de livraison mutualisé pour répondre aux commandes effectuées en ligne par des magasins et restaurants. La logistique (collecte et préparation des commandes) est actuellement réalisée dans un local provisoire sur le site d'Evolugia, à Cernier, et les tournées démarrent progressivement (en moyenne deux tournées par semaine ont été réalisées en 2022). La prochaine étape de cette jeune entreprise consiste en l'implication de membres motivés à participer au fonctionnement des livraisons (avec contrepartie),

conformément aux statuts de cette coopérative participative. L'entreprise déménagera à moyen terme dans de nouveaux locaux construits sur le site d'Evolugia, en partenariat avec la Commune Val-de-Ruz, permettant de doubler les surfaces actuelles de préparation et de conditionnement, d'installer des chambres froides et de laisser de la place pour le développement d'ateliers de transformation.

Des projets visant le développement d'infrastructures de transformation et la vente des produits

En plus de D/Clic Terroirs, le PDR compte 11 projets partiels visant la production et la vente de produits en circuits courts dont la réalisation a démarré en 2021 et devrait se terminer en 2026. Certains projets sont déjà réalisés ou sont en cours, dont : Le self-du-terroir de la Borcarderie à Valangin, une étable avec salle de traite pour relancer la production laitière au Pâquier (lait de fromagerie bio), la rénovation d'un ancien four banal à Enges pour la fabrication de pain et la vente de produits du terroir, un centre de tri de graines à Serroue développé pour les spécialités comme le pavot, le millet, la quinoa, le pois chiche, l'épeautre et la courge, l'installation d'une serre à plantons à Boudevilliers, et l'installation d'infrastructures de maraîchage à Cernier. La construction



Nouvelle serre à plantons à Boudevilliers.



d'une huilerie à Engollon notamment pour du colza est prévue cette année. A terme devraient se joindre aux réalisations susmentionnées de nouvelles installations à la fromagerie de Chézard-St-Martin, une fromagerie d'alpage à La Vue-de-Alpes, un séchoir à viande au Pâquier, le développement des activités de meunerie à Valangin, et une étable pour une production laitière avec élevage des veaux sous la mère à Cernier.

Les chiffres : Les investissements du projet se montent à fr. 13 396 291.- dont fr. 3 021 360.- de contributions fédérales pour fr 5 415 915.- de contributions totales (CH+ NE).

PDR et Parc naturel régional, une collaboration fructueuse

La mise en place du PDR Val-de-Ruz a été particulièrement soutenue par l'accompagnement du Parc régional Chasseral, dans lequel le périmètre du PDR s'inscrit et qui suit la coordination de la mise en œuvre en collaboration avec la Chambre d'agriculture et l'association du PDR. PDR et Parc forment ainsi deux outils de développement régionaux complémentaires dans la mesure où un des objectifs d'un parc est de favoriser un développement économique



En 2022, D/Clic Terroirs a lancé les premières tournées de livraisons, en moyenne deux par semaine.

durable de son territoire pour lequel il dispose de ressources dans la durée pour coordonner des projets, créer des synergies avec d'autres projets du territoire et promouvoir les produits et services issus du territoire. Le PDR quant à lui permet dans un laps de temps circonscrit des soutiens à l'investissement et au développement d'infrastructures (ce qui est exclu du cadre de financement d'un parc naturel régional) et à des mesures de communication ciblée dans un but de création de valeur ajoutée agricole. ♦

Zusammenfassung

Die Bündelung der Lieferbemühungen, der Ausbau der lokalen Verarbeitungsinfrastruktur und die Förderung kurzer Wege: Das sind die drei Hauptziele des PRE Val-de-Ruz, welches im Jahr 2017 seinen Anfang genommen hat. Das PRE umfasst insgesamt 12 Projekte. Als Vorzeigeprojekt und verbindendes Element dieses PRE wurde 2021 die Genossenschaft D/Clic Terroirs, eine von allen Trägern unterstützte Vertriebsplattform ins Leben gerufen. Ende letzten Jahres bestand das Sortiment von D/Clic Terroirs aus 250 Artikeln von 20 Produzenten, welche online bestellt werden können. Die Aufbereitung und Abholung der bestellten Ware erfolgen derzeit noch in einem provisorischen Raum. Ebenfalls am Anlaufen ist ein Lieferdienst. Die Umsetzung des PREs soll im Jahr 2026 abgeschlossen sein.

Riassunto

La sinergia tra gli sforzi profusi nell'ambito delle consegne, l'ampliamento delle infrastrutture



locali per la trasformazione e la promozione di tragitti brevi sono i tre obiettivi principali del PSR Val-de-Ruz, che ha avuto inizio nel 2017. Il PSR comprende nel complesso 12 progetti. Nel 2021, come progetto modello ed elemento di coesione di questo PSR, è stata istituita la cooperativa D/Clic Terroirs, una piattaforma di distribuzione supportata da tutti i promotori. Alla fine dello scorso anno l'assortimento di D/Clic Terroirs si attestava a 250 articoli di 20 produttori, che possono essere ordinati online. La preparazione e il ritiro della merce ordinata attualmente avvengono ancora in uno spazio provvisorio. È iniziato anche il servizio di consegna. La fase di attuazione del PSR si concluderà nel 2026.

Texte: Joëlle Beiner, Service de l'agriculture Neuchâtel
joelle.beiner@ne.ch

Saralina Thiévent, Parc régional Chasseral
saralina.thievent@parcchasseral.ch

Images: divers



Strukturverbesserungen und soziale Begleitmassnahmen

Landwirtschaftliche Siedlungen mit Wasser und Elektrizität versorgen, tierfreundliche Ställe für Rinder bauen und vorsorgliche Massnahmen zur Reduktion der Ammoniakemissionen aus der Landwirtschaft umsetzen: Das und mehr unterstützt der Bund mit den Strukturverbesserungen. Besonders gefördert werden das Berggebiet und die Randregionen. Im Jahr 2022 konnten 1 168 neue Projekte mit einem Investitionsvolumen von insgesamt rund 655 Millionen Franken genehmigt werden.

Der Bund unterstützt mit nicht rückzahlbaren Beiträgen verschiedene Massnahmen zur Verbesserung der Arbeitsbedingungen und der Wettbewerbsfähigkeit der landwirtschaftlichen Betriebe. Damit leisten die Bundesbeiträge einen wichtigen Beitrag zur Versorgung der Bevölkerung mit einheimischen Lebensmitteln.

Mit rückzahlbaren, zinslosen Investitionskrediten kann der Bund einzelne Betriebe bei grossen Investitionen unterstützen, damit diese die hohen Baukosten tragen können. Zudem können mit Investitionskrediten verschiedenste ökologische und soziale Massnahmen gefördert werden.

Beiträge à fonds perdu

Für Gesamtmeliorationen und andere Bodenverbesserungen sowie für Projekte zur regionalen Entwicklung (PRE) und für landwirtschaftliche Hochbauten hat der Bund im Jahr 2022 Beiträge in der Höhe von 87 Millionen Franken ausbezahlt. Zudem genehmigte das BLW neue Projekte mit Bundesbeiträgen von insgesamt 100,2 Millionen Franken. Damit wurde ein Investitionsvolumen von 655 Millionen Franken ausgelöst.

Über 80% der Beiträge fliessen in die Hügel- und Bergzonen. Beiträge setzen eine Beteiligung der Kantone voraus.

Anzahl genehmigte Projekte, Beiträge und ausgelöstes Investitionsvolumen 2022

	Anzahl Projekte	Genehmigter Bundesbeitrag (in 1000 Fr.)	Damit ausgelöstes Investitionsvolumen (in 1 000 Fr.)
Etappen von Gesamtmeliorationen	22	9 171	21 453
Weitere Bodenverbesserungen	415	43 599	189 990
Projekte zur regionalen Entwicklung PRE	16	20 763	135 409
Landwirtschaftlicher Hochbau	715	31 919	308 756
Gesamttotal	1168	100 197	655 608

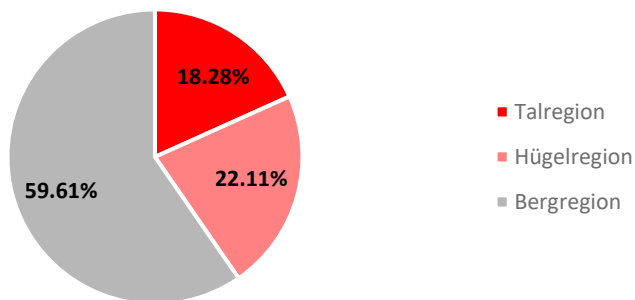
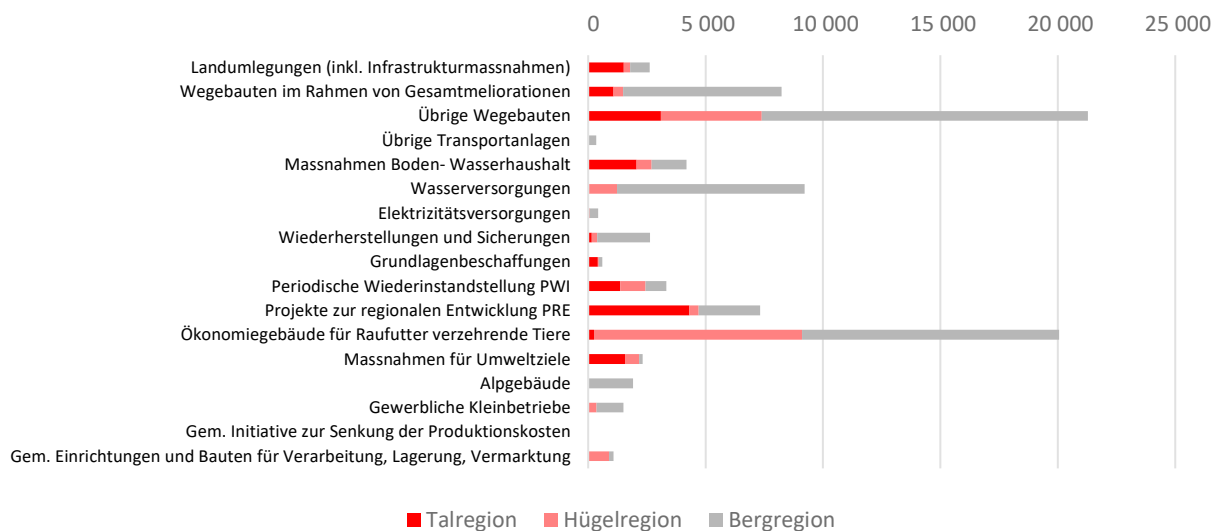


Ausbezahlte Beiträge nach Massnahmen und Gebieten 2022 (1000 Fr.)

	Talregion ¹	Hügelregion ¹	Bergregion ¹	Total
Landumlegungen (inkl. Infrastrukturmassnahmen)	1 518	270	831	2 619
Wegebauten im Rahmen von Gesamtmeliorationen	1 074	408	6 750	8 233
Übrige Wegebauten	3 100	4 297	13 886	21 283
Übrige Transportanlagen	0	0	337	337
Massnahmen Boden- Wasserhaushalt	2 064	641	1 482	4 187
Wasserversorgungen	48	1 175	7 990	9 213
Elektrizitätsversorgungen	39	16	372	426
Wiederherstellungen und Sicherungen	151	229	2 250	2 630
Grundlagenbeschaffungen	408	50	137	595
Periodische Wiederinstandstellung PWI	1 370	1 078	874	3 322
Projekte zur regionalen Entwicklung PRE	4 315	389	2 617	7 321
Ökonomiegebäude für Raufutter verzehrende Tiere	252	8 860	10 946	20 058
Massnahmen für Umweltziele	1 568	596	157	2 321
Alpgebäude	0	0	1 909	1 909
Gewerbliche Kleinbetriebe	0	350	1 155	1 505
Gem. Initiative zur Senkung der Produktionskosten	0	0	0	0
Gem. Einrichtungen und Bauten für Verarbeitung, Lagerung, Vermarktung	0	885	194	1 079
Total	15 907	19 244	51 887	87 038
%	18,28%	22,11%	59,61%	100,00

¹ Einteilung der Regionen: Hügelregion = Hügelzone und Bergzone I, Bergregion = Bergzonen II bis IV und Sömmerungsgebiet

Ausbezahlte Beiträge nach Massnahmen und Gebieten 2022 (in 1000 Fr.)





Investitionskredite: Etwas weniger Gesuche

Im Jahr 2022 haben die Kantone 1 728 Gesuche für Investitionskredite in der Höhe von 318,5 Millionen Franken bewilligt. Für gemeinschaftliche Projekte können auch Überbrückungskredite, sogenannte Baukredite, mit einer maximalen Laufzeit von drei Jahren gewährt werden. Die Summe der bewilligten Baukredite beläuft sich auf 15,34 Millionen Franken.

Landwirtschaftliche Infrastrukturen mit einzelbetrieblichen Massnahmen fördern

Die Kredite für einzelbetriebliche Massnahmen im Jahr 2022 wurden hauptsächlich für den Neu- oder Umbau von landwirtschaftlichen Wohn- und Ökonomiegebäuden (insgesamt rund 172,4 Mio. Fr.) sowie als Starthilfe (rund 77,2 Mio. Fr.) eingesetzt. Gegenüber dem Vorjahr haben sowohl die Starthilfe wie auch die Investitionskredite für Ökonomiegebäude um je 10 Millionen Franken abgenommen. Die Finanzhilfen für Wohnbauten blieben dagegen unverändert. Die einzelbetrieblichen Investitionskredite werden im Durchschnitt in 13,6 Jahren zurückbezahlt und tragen so zur raschen Entschuldung der landwirtschaftlichen Betriebe bei. Bei der Förderung landwirtschaftlicher Betriebe werden neben wirtschaftlichen Zielen auch Tierwohl- und Umweltziele verfolgt. Beispiele sind der Bau von besonders tierfreundlichen Stallhaltungssystemen für Schweine und Geflügel oder Massnahmen zur Reduktion von Schadgasen wie Ammoniak. Zur Erreichung ökologischer Ziele konnten im Jahr 2022 total 308 Projekte mit 3,32 Millionen Franken mitfinanziert werden.

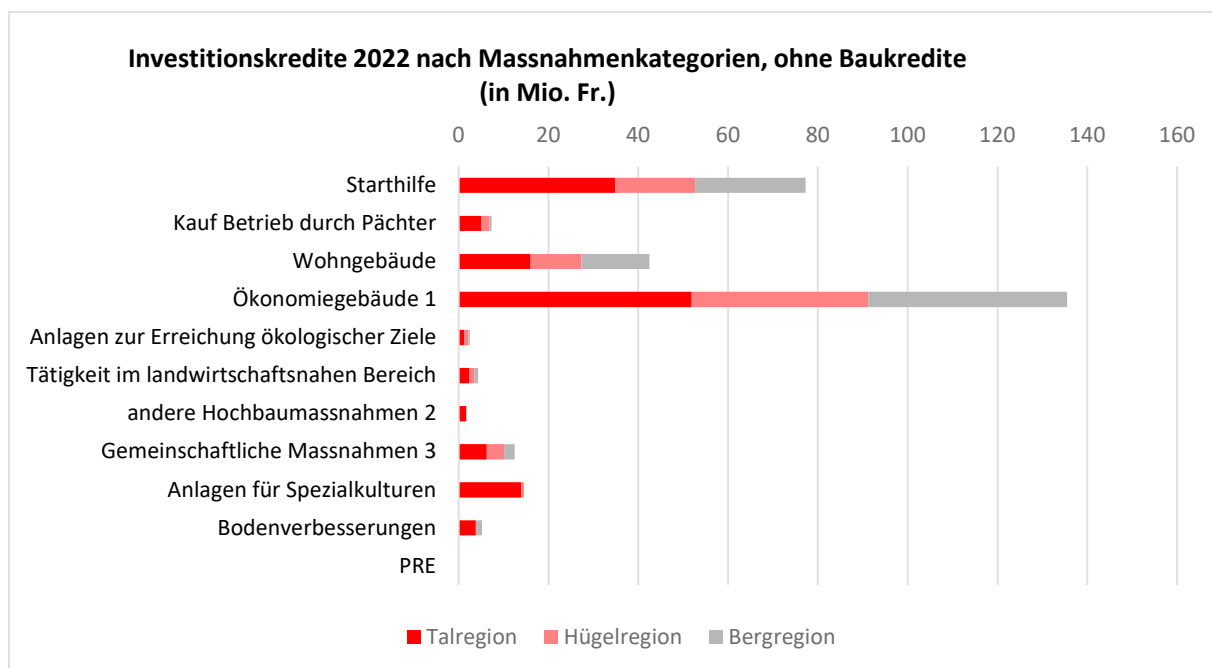
Komplexe Probleme mit gemeinschaftlichen Massnahmen lösen

Bei den gemeinschaftlichen Massnahmen unterstützte der Bund insbesondere Gesamtmeliorationen, Anlagen für Transportinfrastrukturen, Basiserschliessungen mit Wasser und Elektrizität und Bodenverbesserungen. Auch Bauten und Einrichtungen für die Milchwirtschaft und für die Verarbeitung, Lagerung und Vermarktung landwirtschaftlicher Produkte sowie den gemeinschaftlichen Kauf von Maschinen oder Fahrzeugen hat der Bund unterstützt.

Investitionskredite 2022 nach Massnahmenkategorien, ohne Baukredite (in Mio. Fr.)

	Talregion	Hügelregion	Bergregion	Total
Starthilfe	34,84	17,80	24,60	77,24
Kauf Betrieb durch Pächter	4,94	1,95	0,40	7,29
Wohngebäude	16,05	11,34	15,07	42,46
Ökonomiegebäude ¹	51,86	39,35	44,31	135,52
Anlagen zur Erreichung ökologischer Ziele	1,27	0,89	0,35	2,51
Tätigkeit im landwirtschaftsnahen Bereich	2,36	1,19	0,75	4,30
andere Hochbaumassnahmen ²	1,68	0,00	0,00	1,68
Gemeinschaftliche Massnahmen ³	6,22	3,86	2,39	12,47
Anlagen für Spezialkulturen	13,95	0,59	0,00	14,54
Bodenverbesserungen	3,81	0,04	1,35	5,20
PRE	0,00	0,00	0,00	0,00
Total	136,98	77,01	89,22	303,21
%	45,18%	25,40%	29,43%	100%

Im Jahre 2022 wurden 1,6 Millionen Franken Bundesmittel vom Betriebshilfefonds in den Investitionskreditfonds umverteilt. Zusätzliche 1,55 Millionen Franken wurden den Strukturverbesserungsbeiträgen zur Verfügung gestellt. Das Umlaufvermögen des seit 1963 geäufteten Fonds de roulement für Investitionskredite beträgt unverändert 2,55 Milliarden Franken.

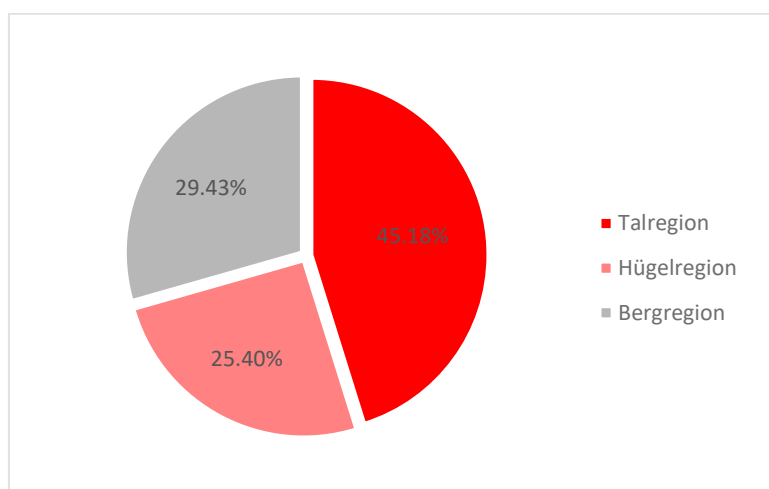


¹ Ökonomiegebäude, Schweinestall, Geflügelstall, Alpgebäude, Einzelbetriebliche Verarbeitung und Lagerung

² Anlagen für produzierenden Gartenbaubetrieb, Anlagen für einheimischen Fischfang und Fischzucht

³ Gemeinschaftlicher Kauf von Maschinen und Fahrzeugen, Starthilfe für bäuerliche Selbsthilfeorganisationen, Gemeinschaftliche Einrichtungen und Bauten für die Verarbeitung / Lagerung landw. Produkte, Gemeinschaftliche Anlagen zur Produktion erneuerbarer Energie

Quelle: BLW





Soziale Begleitmassnahmen

Bund und Kantone können Bewirtschafterinnen und Bewirtschaftern mit einem zinslosen Darlehen unterstützen. Dies ist möglich, wenn der Betrieb unverschuldet in eine finanzielle Notlage geraten ist, um ein bestehendes Darlehen abzulösen oder um die Aufgabe des Betriebs zu erleichtern. Die Betriebshilfe wirkt wie eine einzelbetriebliche, indirekte Entschuldung.

Im Jahr 2022 hat der Bund in 140 Fällen Betriebshilfedarlehen von insgesamt 31,23 Millionen Franken gewährt. Das durchschnittliche Darlehen betrug 233 086 Franken und wurde in 14 Jahren zurückbezahlt. Im Vorjahr waren es 133 Fälle mit einem Kreditvolumen von total 24,48 Millionen Franken.

Betriebshilfedarlehen 2022

	Anzahl	Mio. Fr.
Umfinanzierung bestehender Schulden	95	24,41
Überbrückung einer ausserordentlichen finanziellen Bedrängnis	45	6,82
Darlehen bei Betriebsaufgabe	0	0
Total	140	31,32

Im Jahr 2022 wurden 1,6 Millionen Franken vom Betriebshilfefonds in den Investitionskreditfonds umgeschichtet. Seit dem Inkrafttreten des Neuen Finanzausgleichs (NFA) entspricht die kantonale Beteiligung mindestens der Höhe der neuen Bundesmittel. Die neuen Mittel von Bund und Kantonen werden zusammen mit den laufenden Rückzahlungen für die Gewährung neuer Darlehen verwendet. Das Umlaufvermögen des seit 1963 mit neuen Bundesmitteln und Rückzahlungen geäufteten Fonds-de-roulement beträgt zusammen mit den Kantonsanteilen 236,2 Millionen Franken. ♦

Text: Samuel Reusser, Fachbereich Betriebsentwicklung und Bodenrecht
samuel.reusser@blw.admin.ch

Daten: Michael Haslebacher, Fachbereich Betriebsentwicklung und Bodenrecht
michael.haslebacher@blw.admin.ch

Michael Niggli, Fachbereich Meliorationen
michael.niggli@blw.admin.ch



Améliorations structurelles et mesures d'accompagnement social

Fournir un approvisionnement en eau et en électricité aux fermes de colonisation, construire des stabulations respectueuses des animaux pour les bovins et mettre en œuvre des mesures préventives pour réduire les émissions d'ammoniac provenant de l'agriculture ? La Confédération soutient tout cela, et bien plus encore, grâce aux améliorations structurelles. Ce soutien concerne en particulier la région de montagne et les régions périphériques. En 2022, 1168 nouveaux projets ont été approuvés, pour un volume total d'investissements d'environ 655 millions de francs.

La Confédération soutient diverses mesures destinées à améliorer les conditions de travail et la compétitivité des exploitations agricoles au moyen de contributions non remboursables. Les contributions fédérales favorisent ainsi dans une mesure importante l'approvisionnement de la population en denrées alimentaires du pays.

En cas de gros investissements, la Confédération peut aider des exploitations individuelles à assumer les frais de construction élevés en accordant des crédits d'investissement remboursables et sans intérêts. Ces crédits permettent en outre de promouvoir les mesures écologiques et sociales les plus diverses.

Contributions à fonds perdu

En 2022, la Confédération a versé un montant de 87 millions de francs sous forme de contributions pour les améliorations intégrales et d'autres améliorations foncières, pour les projets de développement régional (PDR) et pour les bâtiments ruraux. En outre, l'OFAG a approuvé de nouveaux projets qui ont bénéficié de contributions fédérales d'un total de 100,2 millions de francs, générant ainsi un volume d'investissements de 655 millions de francs.

Plus de 80 % des contributions sont versées dans la région des collines et les régions de montagne. Les contributions requièrent une participation des cantons.

Nombre de projets approuvés, contributions et coûts totaux 2022

	Nombre de projets	Contribution fédérale approuvée (en milliers de fr.)	Coûts totaux (en milliers de fr.)
Étapes d'une amélioration intégrale	22	9 171	21 453
Autres améliorations foncières	415	43 599	189 990
Projets de développement régional PDR	16	20 763	135 409
Bâtiments ruraux	715	31 919	308 756
Total	1168	100 197	655 608

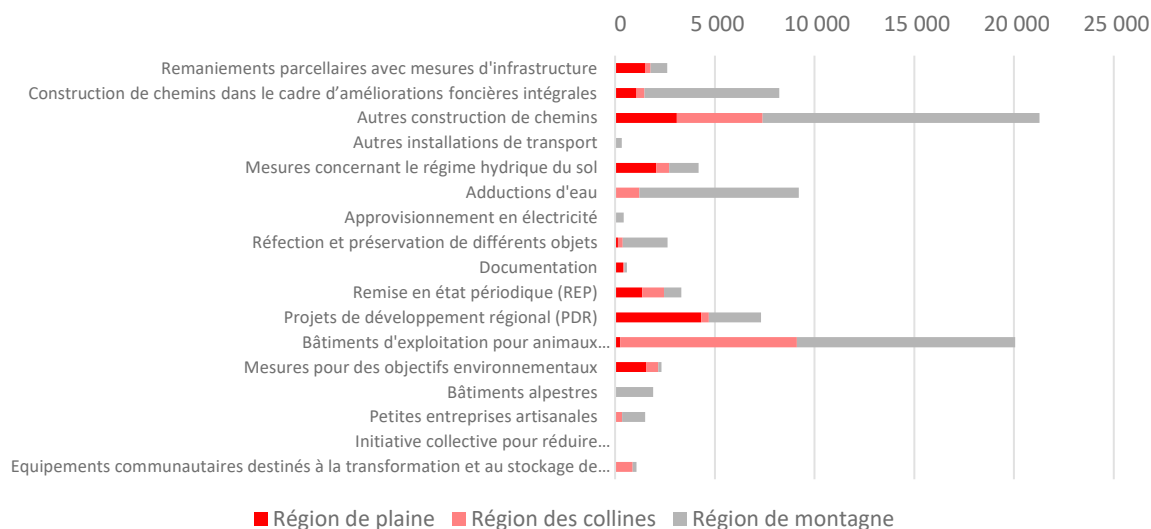


Contributions payées pour des projets, par mesure et par région en 2022

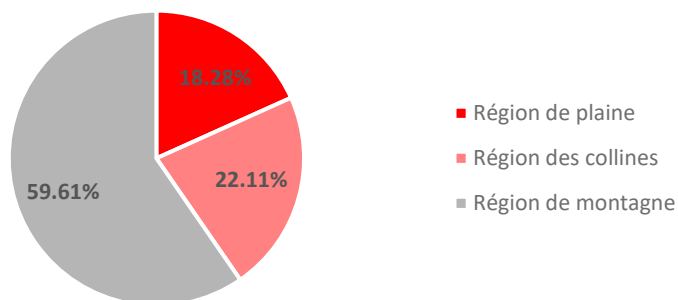
	Région de plaine ¹	Région des collines ¹	Région de montagne ¹	Total
Remaniements parcellaires avec mesures d'infrastructure	1 518	270	831	2 619
Construction de chemins dans le cadre d'améliorations foncières intégrales	1 074	408	6 750	8 233
Autres constructions de chemins	3 100	4 297	13 886	21 283
Autres installations de transport	0	0	337	337
Mesures concernant le régime hydrique du sol	2 064	641	1 482	4 187
Adductions d'eau	48	1 175	7 990	9 213
Approvisionnement en électricité	39	16	372	426
Réfection et préservation de différents objets	151	229	2 250	2 630
Documentation	408	50	137	595
Remise en état périodique (REP)	1 370	1 078	874	3 322
Projets de développement régional (PDR)	4 315	389	2 617	7 321
Bâtiments d'exploitation pour animaux consommant des fourrages grossiers	252	8 860	10 946	20 058
Mesures pour des objectifs environnementaux	1 568	596	157	2 321
Bâtiments alpestres	0	0	1 909	1 909
Petites entreprises artisanales	0	350	1 155	1 505
Initiative collective pour réduire les coûts de production	0	0	0	0
Équipements communautaires destinés à la transformation et au stockage de produits agricoles	0	885	194	1 079
Total	15 907	19 244	51 887	87 038
%	18,28 %	22,11 %	59,61 %	100,00

¹ Répartition des régions : région des collines = zone des collines et zone de montagne I ; région de montagne = zones de montagne II à IV et région d'estivage

Contributions payées pour des projets, par mesure et par région 2022 (1000 fr.)



Source : OFAG





Crédits d'investissement : légère diminution des demandes

En 2022, les cantons ont approuvé 1728 crédits d'investissement pour un montant total de 318,5 millions de francs. Des crédits de transition d'une durée maximale de trois ans, appelés « crédits de construction », peuvent en outre être consentis pour des projets à caractère communautaire. La somme des crédits de construction approuvés s'élève à 15,34 millions de francs.

Encourager les infrastructures agricoles à l'aide de mesures individuelles

En 2022, les crédits destinés aux mesures individuelles ont été alloués principalement à titre d'aide initiale (env. 77,2 millions de francs) ainsi que pour la construction ou la transformation de maisons d'habitation et de bâtiments d'exploitation (env. 172,4 millions de francs au total). Par rapport à l'année précédente, les aides initiales tout comme les crédits d'investissement pour les bâtiments d'exploitation ont diminué de 10 millions de francs. En revanche, les aides financières pour les maisons d'habitation sont restées inchangées. Les crédits d'investissement pour les exploitations individuelles sont remboursés en moyenne dans un délai de 13,6 ans et contribuent ainsi à un désendettement rapide des exploitations agricoles. Dans le cadre de l'encouragement des exploitations agricoles, on vise, outre des objectifs économiques, aussi des objectifs liés à la protection des animaux et de l'environnement. Il s'agit par exemple de l'aménagement de systèmes de stabulation particulièrement respectueux des animaux pour les porcs et la volaille ou de mesures de réduction des gaz toxiques tels que l'ammoniac. En 2022, 308 projets, en tout, visant à la réalisation d'objectifs écologiques ont été cofinancés, pour un total de 3,32 millions de francs.

Résoudre des problèmes complexes à l'aide de mesures collectives

Les crédits alloués pour des mesures collectives ont permis à la Confédération de soutenir notamment la réalisation d'améliorations foncières intégrales, la mise en place d'infrastructures de transport, le raccordement de base à l'eau et à l'électricité et des améliorations du sol. La Confédération a aussi soutenu des bâtiments et équipements destinés à l'économie laitière ainsi qu'à la transformation, au stockage et à la commercialisation de produits agricoles et l'acquisition communautaire de véhicules et de machines agricoles.

Crédits d'investissement accordés en 2022 (en millions de fr.) par catégorie de mesures, sans les crédits de construction

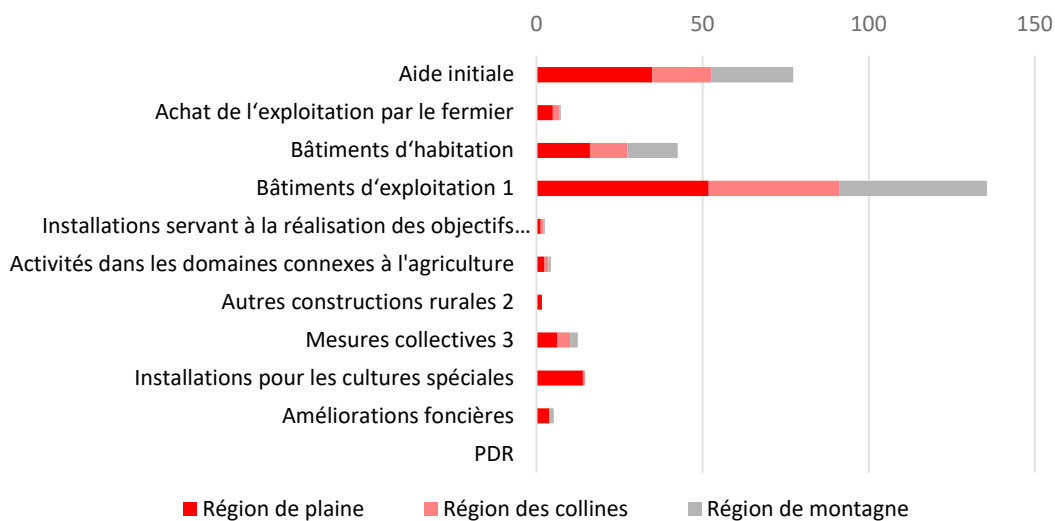
	Région de plaine	Région des collines	Région de montagne	Total
Aide initiale	34,84	17,80	24,60	77,24
Achat de l'exploitation par le fermier	4,94	1,95	0,40	7,29
Bâtiments d'habitation	16,05	11,34	15,07	42,46
Bâtiments d'exploitation ¹	51,86	39,35	44,31	135,52
Installation pour objectifs écologiques	1,27	0,89	0,35	2,51
Diversification	2,36	1,19	0,75	4,30
Autres constructions rurales ²	1,68	0,00	0,00	1,68
Mesures collectives ³	6,22	3,86	2,39	12,47
Cultures spéciales	13,95	0,59	0,00	14,54
Améliorations foncières	3,81	0,04	1,35	5,20
PDR	0,00	0,00	0,00	0,00
Total	136,98	77,01	89,22	303,21
%	45,18 %	25,40 %	29,43 %	100 %

Source : OFAG

En 2022, un montant de 1,6 million de francs de fonds fédéraux a été réalloué du fonds affecté à l'aide aux exploitations au fonds destiné aux crédits d'investissement. Un montant de 1,55 million de francs supplémentaires a été alloué aux contributions aux améliorations structurales. Le fonds de roulement pour les crédits d'investissement alimenté depuis 1963 s'élève comme précédemment à 2,55 milliards de francs.



Crédits d'investissement accordés en 2022 par catégorie de mesures, sans les crédits de construction (en mio. fr.)



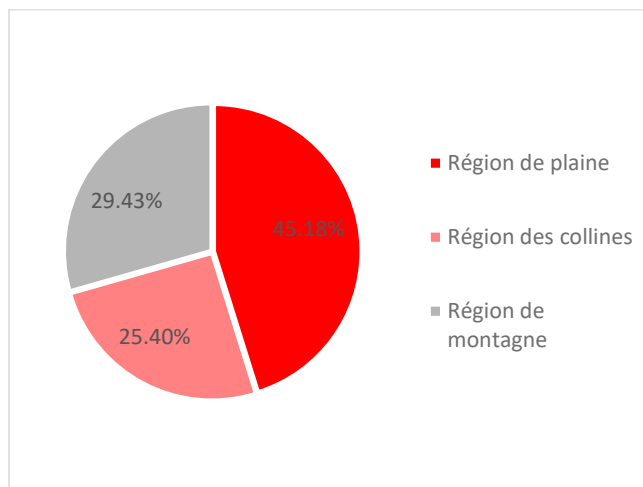
Source: OFAG

¹ Bâtiment d'exploitation, porcherie, poulailler, bâtiment d'alpage, transformation et stockage sur l'exploitation

² Installations pour l'horticulture productrice, installations pour la pêche indigène et la pisciculture

³ Achat collectif de machines et d'équipements. Aide initiale pour les organisations d'entraide paysannes, équipements communautaires destinés à la transformation et au stockage de produits agricoles régionaux, installations communautaires pour la production d'énergie renouvelable

Source : OFAG





Mesures d'accompagnement social

La Confédération et les cantons peuvent prêter main-forte aux exploitants et exploitantes agricoles sous la forme de prêts sans intérêts, permettant de remplacer un prêt existant ou de simplifier la cessation d'activité de l'exploitation. Pour que l'exploitation puisse bénéficier de cette mesure, il faut que les difficultés financières qu'elle traverse ne lui soient pas imputables. L'aide aux exploitations fonctionne comme une mesure de désendettement individuelle indirecte.

En 2022, la Confédération a accordé des prêts à titre d'aide aux exploitations paysannes dans 140 cas pour un montant total de 31,23 millions de francs. Le prêt moyen s'est élevé à 233 086 francs et a été remboursé dans un délai de 14 ans. En comparaison, on dénombrait 133 cas l'année précédente, pour un volume de crédits de 24,48 millions de francs au total.

Prêts au titre de l'aide aux exploitations 2022

	Nombre	Millions de fr.
Conversion de dettes existantes	95	24,41
Difficultés financières extraordinaires à surmonter	45	6,82
Prêt en cas de cessation d'exploitation	0	0
Total	140	31,32

En 2022, un montant de 1,6 million de francs du fonds affecté à l'aide aux exploitations a été transféré au fonds affecté aux crédits d'investissement. Depuis l'entrée en vigueur de la nouvelle péréquation financière (RPT), la participation cantonale atteint maintenant au moins le montant des nouveaux fonds fédéraux. Les nouvelles ressources de la Confédération et des cantons ainsi que les remboursements courants sont utilisés pour octroyer de nouveaux prêts. Le fonds de roulement, qui est alimenté depuis 1963 par des fonds fédéraux et des remboursements, s'élève à 236,2 millions de francs, parts cantonales comprises. ♦

Texte : Samuel Reusser, Secteur Développement des exploitations et droit foncier rural
samuel.reusser@blw.admin.ch

Chiffres : Michael Niggli, Secteur Développement des exploitations et droit foncier rural
michael.niggli@blw.admin.ch
Michael Haslebacher, Secteur Améliorations foncières,
michael.haslebacher@blw.admin.ch



Miglioramenti strutturali e misure sociali collaterali

Che si tratti dell'approvvigionamento idrico ed elettrico degli insediamenti agricoli, della costruzione di stalle rispettose degli animali per i bovini o dell'attuazione di provvedimenti preventivi per la riduzione delle emissioni di ammoniaca nel settore agricolo, nel quadro dei miglioramenti strutturali la Confederazione sostiene questo e molto altro. Vengono promosse in particolare la regione di montagna e le regioni periferiche. Nel 2022 sono stati approvati oltre 1 168 nuovi progetti per un volume d'investimento complessivo di circa 655 milioni di franchi.

Mediante contributi non rimborsabili la Confederazione sostiene diversi provvedimenti per migliorare le condizioni di lavoro e la competitività delle aziende agricole. In questo modo, i contributi federali concorrono in maniera significativa all'approvvigionamento della popolazione con derrate alimentari indigene.

Con crediti di investimento rimborsabili ed esenti da interessi la Confederazione può sostenere singole aziende che devono effettuare investimenti ingenti, affinché riescano a far fronte agli elevati costi di costruzione. Mediante i crediti di investimento possono essere incentivate anche varie misure ecologiche e sociali.

Contributi a fondo perso

Nel 2022 la Confederazione ha versato 87 milioni di franchi a favore di miglorie integrali, altre bonifiche fondiari, progetti di sviluppo regionale (PSR) ed edifici agricoli. L'UFAG, dal canto suo, ha approvato la concessione di aiuti finanziari a nuovi progetti per un totale di 100,2 milioni di franchi. Ciò ha generato un volume d'investimento di 655 milioni di franchi.

L'80 per cento circa dei contributi confluisce nella regione collinare e in quella di montagna. I contributi presuppongono una partecipazione dei Cantoni.

Numero di progetti approvati, contributi e volume d'investimento generato 2022

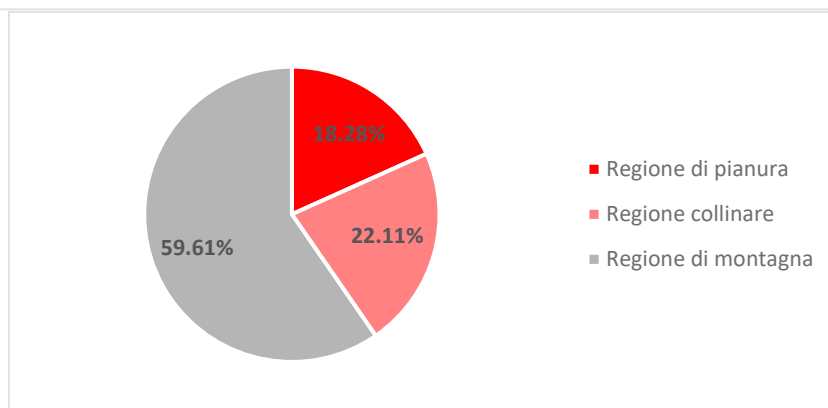
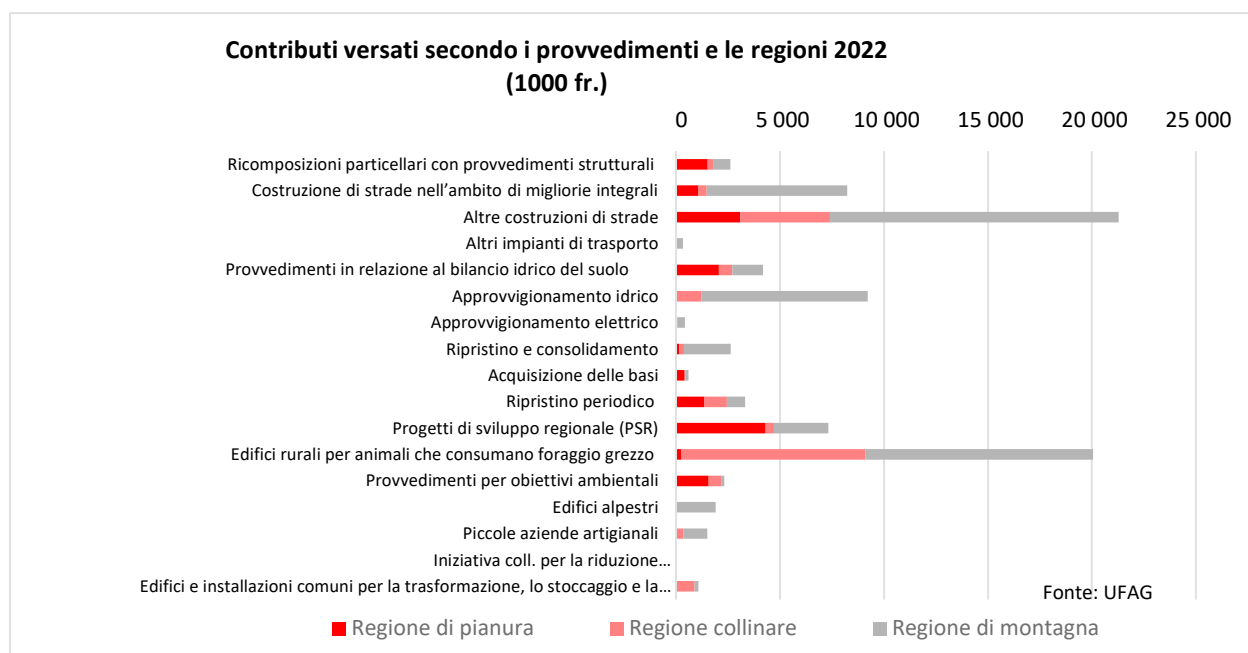
	Numero di progetti	Contributo federale approvato (1 000 fr.)	Volume d'investimento generato (1 000 fr.)
Tappe di miglorie integrali	22	9 171	21 453
Altre miglorie fondiari	415	43 599	189 990
Progetti di sviluppo regionale (PSR)	16	20 763	135 409
Edifici agricoli	715	31 919	308 756
Totale	1168	100 197	655 608



Contributi versati secondo i provvedimenti e le regioni 2022 (1000 fr.)

	Regione di pianura	Regione collinare	Regione di montagna	Totale
Ricomposizioni particellari con provvedimenti strutturali	1 518	270	831	2 619
Costruzione di strade nell'ambito di migliorie integrali	1 074	408	6 750	8 233
Altre costruzioni di strade	3 100	4 297	13 886	21 283
Altri impianti di trasporto	0	0	337	337
Provvedimenti in relazione al bilancio idrico del suolo	2 064	641	1 482	4 187
Approvvigionamento idrico	48	1 175	7 990	9 213
Approvvigionamento elettrico	39	16	372	426
Ripristino e consolidamento	151	229	2 250	2 630
Acquisizione delle basi	408	50	137	595
Ripristino periodico	1 370	1 078	874	3 322
Progetti di sviluppo regionale (PSR)	4 315	389	2 617	7 321
Edifici rurali per animali che consumano foraggio grezzo	252	8 860	10 946	20 058
Provvedimenti per obiettivi ambientali	1 568	596	157	2 321
Edifici alpestri	0	0	1 909	1 909
Piccole aziende artigianali	0	350	1 155	1 505
Iniziativa coll. per la riduzione dei costi di produzione	0	0	0	0
Edifici e installazioni comuni per la trasformazione, lo stoccaggio e la com- mercializzazione di prodotti agricoli regionali	0	885	194	1 079
Totale	15 907	19 244	51 887	87 038
%	18,28%	22,11%	59,61%	100,00

¹ Classificazione delle regioni: regione collinare = zona collinare e zona di montagna I, regione di montagna = zone di montagna II-IV e regione d'estivazione





Crediti di investimento: lieve calo delle domande

Nel 2022 i Cantoni hanno dato seguito a 1 728 domande di crediti di investimento per un ammontare complessivo di 318,5 milioni di franchi. A favore di progetti collettivi possono venir concessi anche crediti di transizione, i cosiddetti crediti di costruzione, con una decorrenza di tre anni al massimo. L'importo dei crediti di costruzione autorizzati ammonta a 15,34 milioni di franchi circa.

Promuovere le infrastrutture agricole con provvedimenti individuali

Nel 2022 i crediti previsti per i provvedimenti individuali sono stati impiegati principalmente per la costruzione o la trasformazione di edifici d'abitazione e di economia rurale (totale ca. 172,4 mio. fr.) nonché come aiuto iniziale (ca. 77,2 mio. fr.). Rispetto all'anno precedente sia l'aiuto iniziale sia i crediti di investimento per gli edifici di economia rurale sono diminuiti rispettivamente di 10 milioni. Gli aiuti finanziari per gli edifici d'abitazione sono invece rimasti invariati. I crediti di investimento in relazione ai provvedimenti individuali in media vengono rimborsati nell'arco di 13,6 anni, contribuendo così al rapido sdebitamento delle aziende agricole. Nella promozione delle aziende agricole, oltre a obiettivi di natura economica se ne perseguono altri incentrati sul benessere degli animali o che sono di carattere ambientale, come ad esempio la costruzione di sistemi di stabulazione particolarmente rispettosi delle esigenze degli animali per suini e pollame o provvedimenti volti ad abbattere le emissioni di gas nocivi come l'ammoniaca. Per il conseguimento degli obiettivi ecologici nel 2022 sono stati cofinanziati complessivamente 308 progetti erogando 3,32 milioni di franchi.

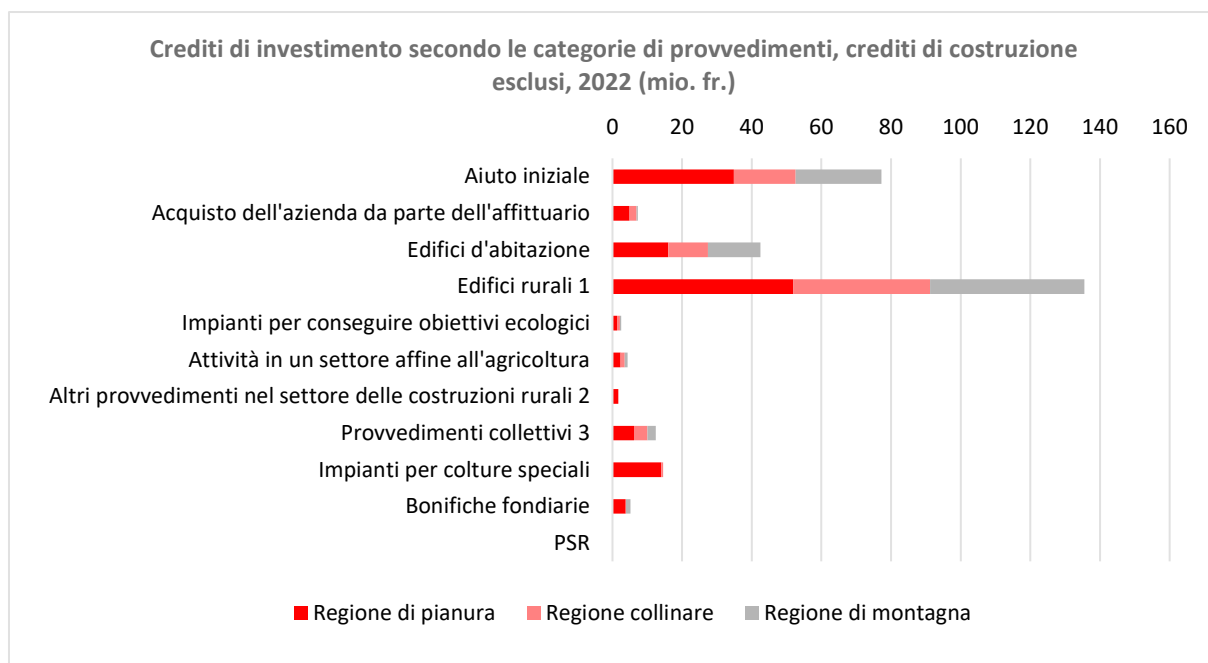
Risolvere problemi complessi con provvedimenti collettivi

Nell'ambito dei provvedimenti collettivi la Confederazione ha sostenuto soprattutto miglie integrali, impianti per infrastrutture di trasporto, collegamenti di base alla rete di distribuzione idrica ed elettrica nonché bonifiche fondiari. La Confederazione ha concesso aiuti finanziari anche a favore di edifici e installazioni per l'economia lattiera nonché per la trasformazione, lo stoccaggio e la commercializzazione di prodotti agricoli come pure per l'acquisto in comune di macchine o veicoli.

Crediti di investimento secondo le categorie di provvedimenti, crediti di costruzione esclusi, 2022 (mio. fr.)

	Regione di pianura	Regione collinare	Regione di montagna	Totale
Aiuto iniziale	34,84	17,80	24,60	77,24
Acquisto dell'azienda da parte dell'affittuario	4,94	1,95	0,40	7,29
Edifici d'abitazione	16,05	11,34	15,07	42,46
Edifici rurali ¹	51,86	39,35	44,31	135,52
Impianti per conseguire obiettivi ecologici	1,27	0,89	0,35	2,51
Attività in un settore affine all'agricoltura	2,36	1,19	0,75	4,30
Altri provvedimenti nel settore delle costruzioni rurali ²	1,68	0,00	0,00	1,68
Provvedimenti collettivi ³	6,22	3,86	2,39	12,47
Impianti per colture speciali	13,95	0,59	0,00	14,54
Bonifiche fondiari	3,81	0,04	1,35	5,20
PSR	0,00	0,00	0,00	0,00
Totale	136,98	77,01	89,22	303,21
%	45,18%	25,40%	29,43%	100%

Nel 2022 sono stati trasferiti 1,6 milioni di franchi di aiuti federali dal fondo per gli aiuti per la conduzione aziendale al fondo per i crediti di investimento. Ulteriori 1,55 milioni di franchi sono stati messi a disposizione per i contributi nell'ambito dei miglioramenti strutturali. L'attivo circolante del fondo di rotazione per i crediti di investimento, istituito nel 1963, è rimasto invariato a quota 2,55 miliardi di franchi.

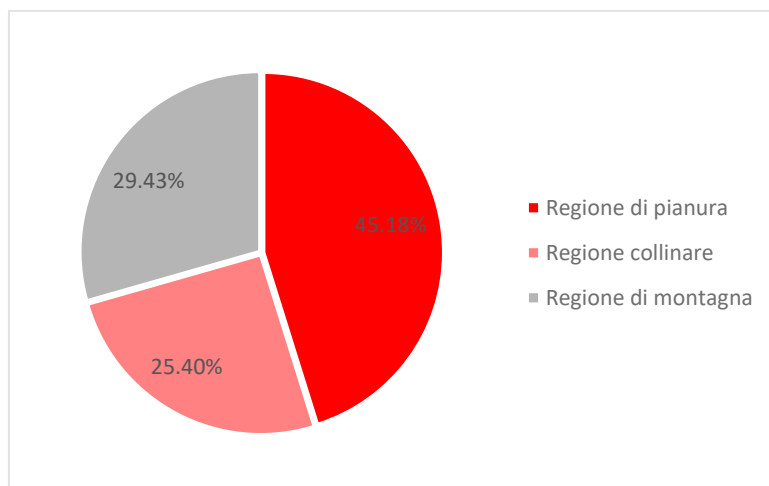


¹ Edifici di economia rurale, porcili, pollai, edifici alpestri, installazioni ed edifici individuali destinati alla trasformazione e allo stoccaggio di prodotti agricoli

² Impianti per l'ortoflorovivaismo esercitato a titolo professionale, impianti per la pesca e la piscicoltura indigene

³ Acquisto in comune di macchinari e veicoli, aiuto iniziale per organizzazioni contadine di solidarietà, installazioni ed edifici collettivi destinati alla trasformazione e allo stoccaggio di prodotti agricoli

Fonte: UFAG





Misure sociali collaterali

Confederazione e Cantoni possono sostenere finanziariamente i gestori concedendo mutui esenti da interessi. Ciò è possibile se l'azienda è confrontata con difficoltà finanziarie non imputabili al gestore nonché al fine di estinguere un mutuo esistente o di agevolare la cessazione dell'attività. Gli effetti degli aiuti per la conduzione aziendale corrispondono a quelli dello sdebitamento indiretto della singola azienda.

Nel quadro degli aiuti per la conduzione aziendale nel 2022 la Confederazione ha concesso mutui per un importo totale di 31,23 milioni di franchi a favore di 140 casi. Ciascun mutuo ammontava mediamente a 233 086 franchi ed è stato rimborsato nell'arco di 14 anni. L'anno precedente i casi erano stati 133 con un volume di credito complessivo di 24,48 milioni di franchi.

Mutui nel quadro degli aiuti per la conduzione aziendale 2022

	Numero	Mio. fr.
Rifinanziamento di debiti esistenti	95	24,41
Superamento di una difficoltà finanziaria eccezionale	45	6,82
Mutui in caso di cessazione dell'attività	0	0
Totale	140	31,32

Nel 2022, sono stati trasferiti 1,6 milioni di franchi dal fondo per gli aiuti per la conduzione aziendale al fondo per i crediti di investimento. Dall'entrata in vigore della nuova perequazione finanziaria (NPC) la partecipazione cantonale ammonta almeno all'importo dei nuovi fondi federali. I nuovi mezzi finanziari della Confederazione e dei Cantoni, unitamente ai rimborsi correnti, vengono utilizzati per concedere nuovi mutui. L'attivo circolante del fondo di rotazione, istituito nel 1963 con nuovi mezzi finanziari della Confederazione e con importi rimborsati, ammonta, unitamente alle quote dei Cantoni, a 236,2 milioni franchi. ♦

Testo: Samuel Reusser, Settore Sviluppo delle aziende e diritto fondiario
samuel.reusser@blw.admin.ch

Dati: Michael Haslebach, Settore Sviluppo delle aziende e diritto fondiario
michael.haslebach@blw.admin.ch

Michael Niggli, Settore Migliorie fondiarie
michael.niggli@blw.admin.ch



Neubauten auf der Alp Häderen

Auf der Alp Häderen waren Hütte und Alpstall baufällig und kaum mehr zweckmässig zu bewirtschaften. Die Ortsgemeinde Stein als Eigentümerin hat darum die alten Gebäude abgerissen und durch Neubauten ersetzt. Entstanden ist ein Liegeboxenlaufstall für Mutterkühe. Rechtwinklig daran angebaut ist der einfache Wohnteil mit Wohnraum, Küche, WC und Dusche. Da die Alp nicht lastwagentauglich erschlossen ist, mussten viel Material mit dem Helikopter zur Baustelle transportiert werden. Die Bauten liegen im Bundesinventar der Landschaften und Naturdenkmäler (BLN) Speer-Churfürsten-Alvier. Die Bauausführung erfolgte so, dass die Schutzziele des BLN-Objekts nicht verletzt werden.

Die Alp Häderen liegt oberhalb des Dorfes Stein am Nordhang des Häderenberges in der Gemeinde Nesslau SG. Die Weidefläche von 32,48 ha und die Waldfläche von 28,28 ha erstrecken sich über eine Höhe von 1 200 bis 1 500 m ü. M. Es handelt sich um eine Hochalp, die während acht Wochen mit Kühen und Rindern bestossen wird. Der amtlich verordnete Normalbesatz beträgt 31,95 Normalstösse. Eigentümerin

der Alp ist die privatrechtliche Alpkorporation Häderen. Sie bezweckt die gemeinsame Bewirtschaftung und Nutzung der Alp und des Waldes. Mitglied der Alpkorporation ist, wer mindestens eines der insgesamt 114,5 selbständigen Anteilsrechte besitzt.

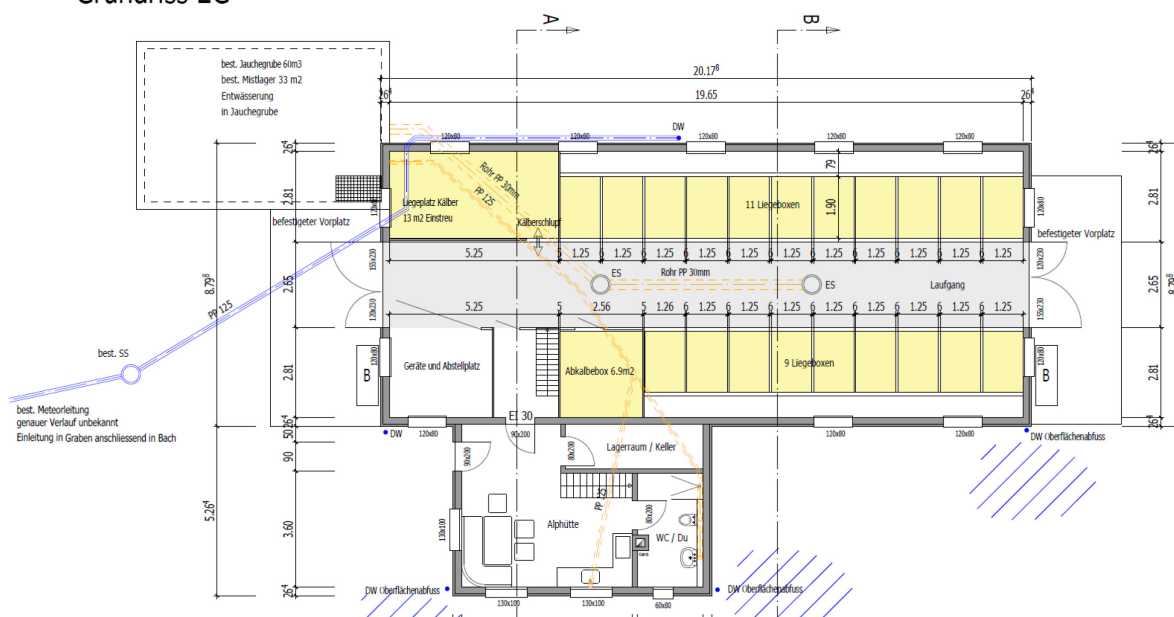
Die Ortsgemeinde Stein ist mit 31,25 Anteilsrechten, was 20,83 GVE entspricht, Mitglied der Alpkorporation Häderen und



Ansicht des neuen Alpstalles Häderen



Grundriss EG



Grundriss des Erdgeschosses: Die Alphütte ist rechtwinklig an das Stallgebäude angebaut.

gleichzeitig Eigentümerin der Alpgebäude «Stofel». Sie verpachtet den Alpbetrieb Stofel an einen Landwirt, der die Alp mit seinem gesamten Viehbestand, Mutterkühe, Rinder und Kälber, bestösst.

Der Alpbetrieb ist verkehrstechnisch über eine Alpstrasse zwar nicht für Lastwagen geeignet, aber ausreichend erschlossen. Eine 100 m entfernte Wasserfassung liefert genügend Wasser in ausreichender Qualität. Die Stromversorgung erfolgt über einen Generator. Die Hütte und der Alpstall waren

jedoch in die Jahre gekommen und in einem schlechten baulichen Zustand. Die Ortsgemeinde Stein beschloss deshalb an der Jahresversammlung im April 2022, die alten Gebäude abzubauen und genehmigte einstimmig einen Kredit von Fr. 145 000.- für Abbruch und Neubau.

Flexibler Laufstall und zweckmässiges Wohnhaus

Am 9. August 2022 wurde die Baubewilligung für den Neubau erteilt und kurz darauf mit dem Bau begonnen. In unmittelbarer Nähe der abgebrochenen Einzelgebäude entstand ein Laufstall mit Liegeboxen für 20 Mutterkühe, ein Liegebereich von 13 m² auf Tiefstreu für 6 Rinder, eine Abkalbebox, ein Geräte- und Abstellraum sowie ein Strohlager im Dachgeschoss. Der Stall ist optimal auf den Mutterkuhbetrieb des Pächters ausgerichtet, der neben dem Heimbetrieb noch eine Voralp sowie eine Hochalp bewirtschaftet. Gleichzeitig ist er so konzipiert, dass er bei Bedarf leicht in einen Milchviehstall umgebaut werden könnte. An das Stallgebäude wurde im 90°-Winkel



Stallraum mit dem Tiefstrebereich



ein einfaches Wohnhaus mit Wohnraum, Küche, Dusche und WC im Erdgeschoss und Schlafräumen im Dachgeschoss angebaut. Die vorhandene Güllegrube mit einem Fassungsvermögen von 30m³ und der 40m² grosse Mistplatz - baulich noch in gutem Zustand - wurden in das Neubauprojekt integriert.

Der Standort der neuen Gebäude befindet sich im Bundesinventar der Landschaften und Naturdenkmäler (BLN) Nr. 1613 Speer-Churfürsten-Alvier. Sowohl das kantonale Amt für Jagd, Natur und Fischerei als auch das Bundesamt für Umwelt sahen in dem Bauvorhaben keinen Widerspruch zu den Schutzziele des BLN-Objektes und stimmten dem Neubau unter folgenden Auflagen zu:

- Die Materialisierung orientiert sich am Bestand. Fenster, Türen und Tore werden in Holz ausgeführt.
- Für das Dach wird ein strukturiertes, nicht glänzendes Material verwendet, idealerweise Eternit oder unlackiertes Blech.
- Der Tierbestand und das Mist/Gülle-Verhältnis bleiben gleich.

Aufwändiger Materialtransport

Da die Alpstrasse für Lastwagen nicht befahrbar ist, wurde das Material, insbesondere der Beton, mit dem Helikopter zur



Der Essbereich mit Küche und Holzherd

Baustelle transportiert. Dies verursachte Mehrkosten von Fr. 39 000. Die projektierten Baukosten von Fr. 450 000.- wurden um Fr. 27 261.- unterschritten. Die Bauabnahme durch die Landwirtschaftliche Kreditkassa des Kantons St. Gallen erfolgte am 25. August 2023. Dabei wurde festgestellt, dass das Bauvorhaben sehr solide und sauber ausgeführt wurde. ♦

Baukosten:	Fr.	422 739.-
Finanzierung:		
Bundesbeitrag:	Fr.	62 000.-
Kantonsbeitrag:	Fr.	43 000.-
Investitionskredit:	Fr.	131 000.-
Pächterleistungen:	Fr.	20 000.-
Beitrag Alpinfra:	Fr.	50 000.-
Eigenmittel Ortsgemeinde:	Fr.	114 739.-



Résumé

La cabane et l'étable de l'alpage d'Häderen étaient délabrées et difficiles à exploiter. La commune de Stein, qui en est propriétaire, a donc fait démolir les bâtiments pour en construire de nouveaux. L'alpage compte désormais une stabulation libre avec logettes pour les vaches mères, et la partie habitation, simplement aménagée, qui comprend une pièce à vivre, une cuisine, des toilettes et une douche. Les camions ne pouvant pas accéder à l'alpage, une grande partie du matériel a dû être transporté par hélicoptère. Les bâtiments font partie de l'Inventaire fédéral des paysages, sites et monuments naturels (IFP) de la région Speer-Churfirsten-Alvier. Les travaux ont donc été effectués de sorte à respecter les objectifs de protection de l'IFP.

Riassunto

Sull'alpe Häderen la capanna e la stalla erano fatiscenti e praticamente non era più possibile una gestione funzionale. Il Comune di Stein, in quanto proprietario, ha quindi demolito i vecchi edifici sostituendoli con dei nuovi. È stata realizzata una stalla a stabulazione libera con box di riposo per le vacche madri con annesso un semplice alloggio dotato di soggiorno, cucina, WC e doccia. Poiché l'alpe non è accessibile ai camion, molto materiale ha dovuto essere elitrasmportato sul cantiere. Gli edifici rientrano nell'oggetto dell'Inventario federale dei paesaggi, siti e monumenti naturali (IFP) Speer-Churfirsten-Alvier. L'esecuzione dei lavori è avvenuta in modo da non ledere gli obiettivi di protezione dell'oggetto IFP.

Text: Samuel Reusser, Fachbereich Betriebsentwicklung und Bodenrecht, BLW
samuel.reusser@blw.admin.ch

Bilder: Bernhard Güttinger, Landwirtschaftliche Kreditgenossenschaft SG